



OBSERVATOIRE ECONOMIQUE

**CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE, DES MINES
ET DE L'ARTISANAT DU CAMEROUN**

NOTE DE CONJONCTURE

DEUXIEME SEMESTRE 2020



NOTE DE CONJONCTURE





NOTE DE CONJONCTURE

Une publication semestrielle de
l'Observatoire économique de la Chambre
de Commerce, d'Industrie, des Mines et
de l'Artisanat du Cameroun

B.P. 4011 Douala
Tél : (237) 233 42 67 87/
(237) 233 42 98 81
Fax : (237) 233 42 55 96
Web : www.ccima.cm

Directeur de Publication

EKEN Christophe

Superviseur

Halidou BELLO

Coordonnateur de la rédaction

YEMENE Samuel

Comité scientifique

Dr ETOUNGA MANGUELE Daniel
Pr BAYE MENJO Francis
Pr ATANGANA ONDOA Henri
Pr FOMBA KAMGA Benjamin
Dr MBANGA KASSI HEMO J.P. Olivier
Dr. EMINI Arnault Christian
M. NKOU Jean Pascal
M. YANGAM Emmanuel
M. OUSMANOU NGAM
M. YEMENE Samuel

Secrétariat Technique

Chef de Secrétariat
KOFFO Pierre

Membres du Secrétariat
ARETOUYAP NCHANKOU
EKODO EMBOLO

SOMMAIRE

LISTE DES ILLUSTRATIONS	iv
I-	
METHODOLOGIE.....	8
II-CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET REGIONALE	10
II.1. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE.....	11
II.2. CONJONCTURE ECONOMIQUE REGIONALE	19
III-	
CONJONCTURE NATIONALE	21
III.1. ACTIVITE.....	22
III.2. FINANCES PUBLIQUES	25
III.3. CONJONCTURE MONETAIRE ET FINANCIERE	30
III.4. COMMERCE EXTERIEUR	36
IV-OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LES EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES SECTORIELLES..	39
IV.1. SITUATION D'ENSEMBLE.....	40
IV.2. ACTIVITES COMMERCIALES.....	42
IV.3. ACTIVITES INDUSTRIELLES	44
IV.4. ACTIVITES DES SERVICES	46
IV.5. ACTIVITES DANS L'ARTISANAT	47

SIGLES, ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AEN	: Avoirs extérieurs nets
AFB	: Afriland First Bank
BAC	: Banque Atlantique du Cameroun
BAD	: Banque Africaine de développement
BEAC	: Banque Etats de l'Afrique Centrale
BICEC	: Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit
CAN	: Coupe d'Afrique des Nations
CCIMA	: Chambre de Commerce d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CNUCED	: Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CPM	: Comité de Politique Monétaire
DGB	: Direction Générale du Budget
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGD	: Direction Générale de la Douane
DP	: Division de la Prévision
DSX	: Douala Stock Exchange
EMF	: Etablissement de Microfinance
FCFA	: Franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale
Fintech	: Finance Technologique
FMI	: Fonds Monétaire International
HT	: Hors Taxes
ICAE	: Indicateur Composite des Activités Economiques
INS	: Institut National de la Statistique
IPC	: Indice des Prix à la Consommation
MINFI	: Ministère des Finances
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OTA	: Obligations Assimilables du Trésor
PEM	: Perspectives Economiques Mondiales
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNG	: Position Nette du Gouvernement
SCB	: Société Camerounaise des Banques
SGC	: Société Générale du Cameroun
Si	: Semestre i
SNH	: Société Nationale des Hydrocarbures
Ti	: Trimestre i
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
UBA	: United Bank of Africa
USA	: United States of America

LISTE DES ILLUSTRATIONS

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition de l'échantillon par région	9
Graphique 2 : Répartition de l'échantillon par secteur d'activité.....	9
Graphique 3 : Croissance en glissement annuel du commerce mondial des marchandises, 2020T1-2020T4	14
Graphique 4 : Croissance en glissement annuel du commerce mondial des produits manufacturés, 2020T3-2020T4	15
Graphique 5 : Croissance en glissement annuel du commerce mondial des services, 2020T1-2020T4.....	16
Graphique 6 : Evolution des taux d'inflation en 2020 dans certains groupes de pays.....	18
Graphique 7 : Ampleur de la récession : Afrique et autres régions, 2018–2022.....	19
Graphique 8 : Evolution de l'ICAE-CEMAC.....	20
Graphique 9 : Evolution semestrielle des soldes budgétaires	25
Graphique 10 : Structure des ressources budgétaires (en %).....	26
Graphique 11 : Structure des recettes fiscales.....	27
Graphique 12 : Composantes de la masse monétaire (en %).....	31
Graphique 13 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur Chiffre d'affaires HT au deuxième semestre 2020	40
Graphique 14 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur production au deuxième semestre 2020.....	40
Graphique 15 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des employés et de la masse salariale au deuxième semestre 2020.....	41
Graphique 16 : Charges ayant affecté la trésorerie au deuxième semestre 2020	41
Graphique 17 : Perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises au deuxième semestre 2020 et premier semestre 2021 (perspectives)	42

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Projections de la croissance dans le monde	13
Tableau 2 : Cours moyens trimestriels des principaux produits de base exportés par la CEMAC en dollar	17
Tableau 3 : Evolution trimestrielle de la production par secteurs et principales branches d'activité	22
Tableau 4 : Evolution de l'Indice des prix par fonctions de consommation (base 100, en 2011).....	23
Tableau 5 : Evolution de l'indice des prix des groupes secondaires de produits.....	24
Tableau 6 : Evolution de l'indice (base 100, année 2011) des prix des chefs-lieux des régions.....	24
Tableau 7 : Evolution semestrielle de quelques indicateurs de finances publiques	26
Tableau 8 : Evolution des recettes fiscales	28
Tableau 9 : Evolution des ressources de trésorerie (en milliards).....	28
Tableau 10 : Structure des dépenses budgétaires (en %)	28
Tableau 11 : Structure des dépenses courantes (hors intérêts sur la dette)	29
Tableau 12 : Structure du financement des dépenses d'investissement.....	29
Tableau 13 : Situation monétaire consolidée (en milliards de FCFA).....	32
Tableau 14 : Répartition des Dépôts par type de clientèle (en milliards de FCFA).....	33
Tableau 15 : Dépôts par nature (en milliards).....	33
Tableau 16 : Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards de FCFA)	34
Tableau 17 : Principaux résultats semestriels du commerce extérieur (en milliard de FCFA)	36
Tableau 18 : Evolution des principaux produits exportés (Q en million de tonnes et V en milliard de FCFA)	37
Tableau 19 : Evolution des importations (Q en millions de tonnes et V en milliards de FCFA).....	38
Tableau 20 : Opinion des chefs d'entreprises commerciales sur l'évolution de leurs activités	44
Tableau 21 : Opinion des chefs d'entreprises industrielles sur l'évolution de leurs activités.....	45
Tableau 22 : Opinion des chefs d'entreprises des services sur l'évolution de leurs activités	47
Tableau 23 : Opinion des artisans sur l'évolution de leurs activités	49

RESUME EXECUTIF

Au deuxième semestre 2020, l'on note en rapport avec la crise de la covid-19, que la production globale des économies est progressivement repartie à la hausse à partir du troisième trimestre de 2020, atteignant presque ses niveaux d'avant crise en fin d'année 2019 (-0,5% de croissance entre le T4_2020 et le T4_2019). Aussi, le volume des échanges des produits et des services se sont tassés dans un contexte de chute des cours des matières premières énergétiques et de quasi administration des prix par les aides gouvernementales.

Dans les pays avancés, le relèvement de la production déclenché au début du deuxième semestre 2020 a été ralenti par la deuxième vague de l'épidémie mondiale observée en fin d'année.

Dans les pays émergents et en développement, l'activité a fortement progressé au second semestre 2020 (+1,6% au quatrième trimestre 2020), portée par les performances de certains pays d'Asie appartenant à ce groupe.

L'évolution du commerce mondial a connu une amélioration nette au deuxième semestre de l'année 2020. En valeur, la baisse en glissement annuel de la croissance du commerce mondial au second semestre est plus importante que celle en volume. Le commerce des marchandises s'est plus vite redressé que celui des services, tandis que les exportations ont moins eu de mal à repartir que les importations, l'Asie étant restée la seule usine du monde en fonctionnement pendant l'année.

Après un premier semestre terne, l'activité économique africaine est également repartie au deuxième semestre de l'année 2020, grâce à la levée des entraves à la mobilité et à l'embellie de l'activité chez ses principaux partenaires.

En Afrique du Nord, la croissance au second semestre a été portée par l'Égypte, seul pays qui devrait finir l'année 2020 avec un taux de croissance positif estimé à 3,6%.

Le dynamisme de l'activité économique en Afrique occidentale au second semestre de l'année 2020, devrait lui donner de n'enregistrer qu'un recul de 1,5 % de son PIB en 2020, mieux que la projection initialement prévue de -4,3 % en juin 2020, en partie grâce à la propagation relativement limitée du virus dans la région.

L'Afrique centrale, fortement dépendante de l'extérieur, a su bénéficier de l'appréciation de l'indice global des prix de base au second semestre.

Dans la CEMAC, l'activité économique a suivi le trend de l'économie mondiale au deuxième semestre. L'on y note en effet, un regain d'activité ledit semestre, suite une production particulièrement en berne au premier semestre de l'année.

Au Cameroun et selon l'Institut National de la Statistique, le deuxième semestre 2020 a été marqué par une amélioration de l'activité économique, traduite par une croissance du PIB de 3,1% par rapport au semestre précédent et de 0,7% en glissement annuel, en lien avec la hausse de l'activité dans les secteurs primaire (14,6% par rapport au 1er semestre 2020) et tertiaire (5,4% par rapport au 1er semestre 2020).

Les prix des produits consommés au Cameroun ont augmenté au deuxième semestre 2020, aussi bien en glissement semestriel (+1,2%) qu'annuel (+2,4%). En glissement annuel, la hausse est imputable en grande partie au renchérissement des prix des produits alimentaires et des boissons non

alcoolisées d'une part, et des boissons alcoolisées et tabacs d'autre part. Cette évolution est aussi soutenue par les prix des produits primaires. On relève une maîtrise des prix pratiqués dans la santé, la communication et dans l'enseignement.

Les faibles capacités du système sanitaire à faire face à la pandémie et les mesures de riposte à la Covid-19 ont exercé une forte pression sur le budget de l'Etat. Ainsi : 1) un compte d'affectation spéciale dénommé Fonds Spécial de Solidarité pour la lutte contre le Coronavirus et ses répercussions économiques et sociales (CAS Covid-19) a été créé pour la gestion des opérations budgétaires y relatives ; 2) une loi de finances rectificative intégrant les implications budgétaires et financières de la Covid-19 a été adoptée, en guise de réponse du Gouvernement camerounais. Le budget général de l'Etat est passé d'un montant initial de 4 951,7 milliards de FCFA à 4 409 milliards de FCFA ;

Au terme du deuxième semestre 2020, les déficits budgétaires se sont réduits en glissement annuel. Ainsi, le ratio du solde global, base ordonnancements sur le PIB, passe de -5,8% au deuxième semestre 2019 à -2,1%. Par contre, ces déficits se sont détériorés par rapport au premier semestre 2020. Le ratio solde de base global sur PIB est de -1,7% au premier semestre 2020 contre -2,1% au deuxième semestre 2020.

A fin décembre 2020, la situation monétaire s'équilibre en ressources et en emplois à 7 402,1 milliards, en hausse de 7,7% par rapport à fin juin 2020, et de 13,2% en glissement annuel. La masse monétaire a progressé de 12,1% et de 5,9% respectivement en glissement annuel et semestriel. Les avoirs extérieurs nets du Cameroun sont passés de 2 370,8 milliards à fin décembre 2019 à 2 336,7

au 31 décembre 2020, accusant ainsi un léger repli de 1,4%.

Au deuxième semestre 2020, le secteur bancaire se caractérise par une consolidation de ses activités, notamment : (i) une hausse du total des bilans ; (ii) une augmentation des dépôts de la clientèle ; (iii) un accroissement des crédits à la clientèle ; (iv) une amélioration de l'inclusion financière et de ; (v) la conformité aux normes prudentielles. Le total du bilan de l'ensemble des banques progresse à un rythme plus élevé (8,3%), pour se situer à 7 010,7 milliards de FCFA. Afriland First Bank occupe la première place, avec 18,0% du total du bilan de l'ensemble des banques. Elle est suivie par Société Générale du Cameroun (15,1%), BICEC (10,4%), la S.C.B. (8,9%), BAC (8,0%), UBA (6,9%) et ECOBANK (6,6%).

Au terme du deuxième semestre 2020, la valeur des échanges commerciaux du Cameroun avec ses partenaires, s'élève à 2 231,5 milliards FCFA, en diminution de 4,0% par rapport au premier semestre 2020 et de 29% en glissement annuel. Cette évolution est surtout le fait d'une diminution importante des exportations aussi bien en glissement semestriel qu'annuel, l'évolution des importations indiquant une hausse en glissement semestriel et une diminution d'ampleur plus grande en glissement annuel.

Dans ces conditions difficiles, l'opinion des chefs d'entreprises, tous secteurs confondus, relève que l'activité au deuxième semestre 2020 n'a pas été bonne. Le climat des affaires a été défavorable dans l'ensemble à l'activité des acteurs des différents secteurs, et les opérateurs économiques anticipent une situation similaire au premier semestre 2021. Aussi, les embauches n'ont pas été très dynamiques. Les chiffres d'affaires ont

globalement baissé. La plupart des chefs d'entreprises trouvent les conditions financières de difficiles. Les tensions de trésorerie sont généralement imputables au

ralentissement de l'activité, à l'insuffisance de la demande et à la hausse des prix chez les fournisseurs.

I-METHODOLOGIE

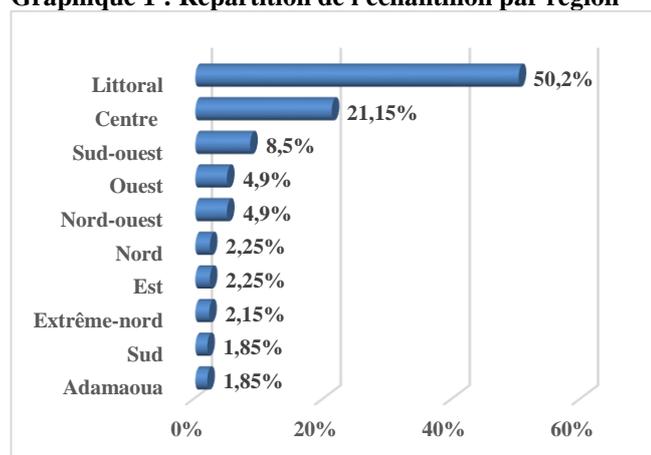
La méthodologie adoptée pour la rédaction de la présente note de conjoncture s'organise autour des deux points ci-après.

1.1. Pour la conjoncture économique internationale, régionale et nationale, une revue documentaire a été faite. Celle-ci a consisté en l'exploitation des textes, ouvrages et publications des différents organismes nationaux et internationaux qui présentent la conjoncture nationale, sous régionale et internationale.

1.2. Pour ce qui est de la quatrième partie notamment l'opinion des chefs d'entreprises sur les évolutions et perspectives sectorielles, une enquête a été réalisée auprès de 300 entreprises camerounaises. Ces entreprises ont été choisies suivant un sondage aléatoire stratifié. La base de sondage est issue des Déclarations Statistiques et Fiscales de 2015.

Dix strates, correspondants aux 10 régions du Cameroun ont été constituées. Les régions n'ayant pas le même poids en termes de nombre d'entreprises et de chiffre d'affaires, la taille de l'échantillon par région reflète son poids composite. Le graphique 1 suivant donne la répartition de l'échantillon par région.

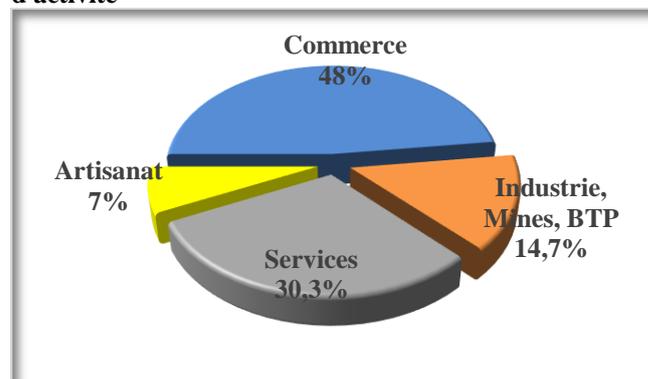
Graphique 1 : Répartition de l'échantillon par région



Source : INS/Recensement Général des Entreprises, 2016 et nos calculs

La deuxième stratification faite dans chaque région, a été constituée de 4 strates qui sont les 4 secteurs d'activité. Le graphique 2 suivant donne la répartition de l'échantillon par secteur d'activité.

Graphique 2 : Répartition de l'échantillon par secteur d'activité



Source : INS/Recensement Général des Entreprises, 2016 et nos calculs

Dans chaque secteur, les entreprises ont été tirées suivant leur taille, aléatoirement et proportionnellement à la densité du secteur, la densité du secteur correspondant au nombre d'entreprises présentes.

L'enquête s'est déroulée durant les mois d'août et de septembre 2020.

Taux de couverture

Sur les 300 entreprises initialement prévues, 297 ont effectivement répondu aux questionnaires, soit un taux de réponse de 99%.

Pondération

Afin de retrouver la structure initialement prévue et d'assurer la représentativité des résultats, les données obtenues après la phase de collecte, ont été re-pondérées suivant le chiffre d'affaires pour ce qui est de la représentativité et suivant le poids des régions et des secteurs d'activité pour ce qui est de la structure.

II- CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET REGIONALE

II.1. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Après un premier semestre de panique provoquée par la dissémination rapide du Corona virus et les mesures barrières décrétées pour y face, le deuxième semestre de l'année 2020 a été porteur d'espoir. D'une part, une meilleure compréhension du virus, de la maladie et de ses effets limités sur certains peuples ont permis le redémarrage rapide de certaines économies, et, d'autre part, les avancées enregistrées dans la découverte de traitements ont engendré un regain d'optimisme là où la maladie sévissait le plus, même si celui-ci a été modéré par les nouveaux variant du virus.

En rapport avec ces faits, l'on note que la production globale des économies est progressivement repartie à la hausse à partir du troisième trimestre de 2020, atteignant presque ses niveaux d'avant crise en fin d'année. Aussi, le volume des échanges des produits et des services se sont tassés dans un contexte de chute des cours des matières premières énergétiques et de quasi administration des prix par les aides gouvernementales.

2.1.1. CROISSANCE ECONOMIQUE

Les mesures de soutien budgétaire mises en œuvre en fin de premier semestre ont limité la baisse de la demande globale et de la production industrielle. Aussi, la courbe de croissance dont le fléchissement avait débuté en début d'année 2020 s'est redressée à partir du troisième trimestre, retrouvant presque son niveau de 2019 (-0,5% de croissance entre au 4Q2020/4Q2019). Toutefois, le mouvement a été asynchrone. La courbe de croissance des pays émergents et en développement s'est plus vite relevée que celle des pays avancés où la deuxième vague épidémique a poussé au confinement partiel des économies.

Pays avancés

Dans les pays avancés, le relèvement de la production déclenché au début du deuxième semestre a été ralenti par la deuxième vague de l'épidémie mondiale observée en fin d'année.

Aux Etats-Unis, l'on a ainsi enregistré un taux de croissance de 1% au 4^{ème} trimestre de 2020, après une augmentation de 7,5% du PIB au troisième trimestre. Cette évolution est attribuable à la consommation privée et l'investissement des ménages et des entreprises.

En Europe et principalement dans la zone euro, les confinements du quatrième trimestre ont ralenti le rythme de redressement de la production au second semestre de 2020. De ce fait, la récession s'est poursuivie au quatrième trimestre (-5,4%) en France, qui a imposé deux confinements en octobre et décembre 2020.

L'Allemagne a connu un mouvement similaire. L'activité y a ralenti en fin d'année du fait du repli de la consommation privée des ménages occasionné par le confinement de la mi-décembre, après le fort rebond enregistré au troisième trimestre (+0,1% après +8,5%) du fait de la relance de l'investissement dans la construction et de reprise des exportations.

En Espagne, le PIB progresse de 0,4% au quatrième trimestre, après un taux de croissance de 16,4% au 3^{ème} trimestre 2020, porté par la consommation publique et privée, mais freiné par le commerce extérieur et l'investissement.

Par contre, l'activité italienne s'est contractée de 2% au 4^{ème} trimestre de 2020, après un rebond de 15,9% au troisième trimestre. La baisse observée au quatrième trimestre est imputable au repli de la demande intérieure et du commerce extérieur.

Une récession de -7,3% est relevée au Royaume-Uni, avec lequel le Cameroun vient de signer un Accord de partenariat économique.

La croissance s'est contractée de 1% au Japon, et de 3,1% au Canada.

Pays émergents et en développement

Dans les pays émergents et en développement, l'activité a été dynamique au second semestre 2020 (+1,6% au 4^{ème} trimestre 2020), du fait des performances de certains pays d'Asie du groupe.

Dans le détail, la production chinoise qui avait fortement décéléré au premier trimestre de l'année, a vite repris le poil de la bête pour servir aux exigences de la demande, surtout extérieure, en matériels de lutte contre la pandémie. Son dynamisme lui vaut d'enregistrer, en glissement annuel, un taux de croissance de 6,3% au 4^{ème} trimestre, portant ainsi à 3,6% celui du groupe des pays émergents et en développement d'Asie dans lequel l'Inde, menacée par la crise sanitaire, a pu enregistrer un taux de croissance de 1,5%.

Cette relative bonne tenue de l'économie en Asie a été éclaboussée par les performances moindres observées dans les pays européens, latino-américain, d'Amérique latine, du Moyen-Orient, d'Asie centrale, et d'Afrique subsaharienne du groupe.

En Europe, la production des pays émergents et en développement au deuxième semestre de l'année a presque atteint ses niveaux d'avant crise. Au quatrième trimestre de 2020 par exemple, elle est de 0,2 % inférieure à sa valeur calculée la même période en 2019, tirée par la Russie.

La reprise d'activité des pays d'Amérique latine et des caraïbes au second semestre n'a pas encore réussi à compenser la perte occasionnée par la crise sanitaire au premier semestre. En glissement annuel, le niveau de production au quatrième trimestre est de 3,4% inférieur à celui du quatrième trimestre 2019, reflétant la tendance observée au Brésil et au Mexique.

La chute des cours du pétrole, observée depuis le début de la pandémie, a par ailleurs influencé la production des pays du Moyen Orient et d'Asie du centre, notamment de l'Arabie Saoudite, dont le niveau de production en fin d'année subit une décote de 3,9% en glissement annuel.

En Afrique subsaharienne, l'on estime que les PIB du Nigéria et de l'Afrique du Sud ont respectivement reculé de 0,6% et de 4,2%.

Tableau 1 : Projections de la croissance dans le monde

	Year over Year						Q4 over Q4 2/		
	2019	2020	Projections		Difference from April 2021 WEO Projections 1/		2020	Projections	
			2021	2022	2021	2022		2021	2022
World Output	2.8	-3.2	6.0	4.9	0.0	0.5	-0.5	4.8	3.9
Advanced Economies	1.6	-4.6	5.6	4.4	0.5	0.8	-3.0	5.9	2.6
United States	2.2	-3.5	7.0	4.9	0.6	1.4	-2.4	8.0	2.8
Euro Area	1.3	-6.5	4.6	4.3	0.2	0.5	-4.7	4.8	2.7
Germany	0.6	-4.8	3.6	4.1	0.0	0.7	-3.3	4.9	1.4
France	1.8	-8.0	5.8	4.2	0.0	0.0	-4.6	4.5	2.5
Italy	0.3	-8.9	4.9	4.2	0.7	0.6	-6.5	4.7	2.9
Spain	2.0	-10.8	6.2	5.8	-0.2	1.1	-8.9	7.4	2.8
Japan	0.0	-4.7	2.8	3.0	-0.5	0.5	-1.0	2.2	1.6
United Kingdom	1.4	-9.8	7.0	4.8	1.7	-0.3	-7.3	7.3	2.1
Canada	1.9	-5.3	6.3	4.5	1.3	-0.2	-3.1	5.4	3.6
Other Advanced Economies 3/	1.9	-2.0	4.9	3.6	0.5	0.2	-0.7	4.1	2.9
Emerging Market and Developing Economies	3.7	-2.1	6.3	5.2	-0.4	0.2	1.6	3.9	4.9
Emerging and Developing Asia	5.4	-0.9	7.5	6.4	-1.1	0.4	3.6	4.3	5.9
China	6.0	2.3	8.1	5.7	-0.3	0.1	6.3	4.2	6.2
India 4/	4.0	-7.3	9.5	8.5	-3.0	1.6	1.5	4.2	4.9
ASEAN-5 5/	4.9	-3.4	4.3	6.3	-0.6	0.2	-2.7	4.5	6.3
Emerging and Developing Europe	2.5	-2.0	4.9	3.6	0.5	-0.3	-0.2	3.4	3.5
Russia	2.0	-3.0	4.4	3.1	0.6	-0.7	-1.9	3.9	2.7
Latin America and the Caribbean	0.1	-7.0	5.8	3.2	1.2	0.1	-3.4	3.2	2.5
Brazil	1.4	-4.1	5.3	1.9	1.6	-0.7	-1.2	2.2	1.9
Mexico	-0.2	-8.3	6.3	4.2	1.3	1.2	-4.6	5.0	3.2
Middle East and Central Asia	1.4	-2.6	4.0	3.7	0.3	-0.1	...	...	...
Saudi Arabia	0.3	-4.1	2.4	4.8	-0.5	0.8	-3.9	4.8	3.5
Sub-Saharan Africa	3.2	-1.8	3.4	4.1	0.0	0.1	...	...	...
Nigeria	2.2	-1.8	2.5	2.6	0.0	0.3	-0.6	2.6	2.4
South Africa	0.2	-7.0	4.0	2.2	0.9	0.2	-4.2	1.2	3.1
<i>Memorandum</i>									
World Growth Based on Market Exchange Rates	2.4	-3.6	6.0	4.6	0.2	0.5	-1.2	5.2	3.5
European Union	1.8	-6.0	4.7	4.4	0.3	0.5	-4.4	5.1	2.8
Middle East and North Africa	0.8	-3.0	4.1	3.7	0.1	0.0	...	...	...
Emerging Market and Middle-Income Economies	3.5	-2.3	6.5	5.2	-0.4	0.2	1.6	3.9	4.9
Low-Income Developing Countries	5.3	0.2	3.9	5.5	-0.4	0.3	...	...	...
Consumer Prices									
Advanced Economies 8/	1.4	0.7	2.4	2.1	0.8	0.4	0.4	3.0	1.9
Emerging Market and Developing Economies 9/	5.1	5.1	5.4	4.7	0.5	0.3	3.2	5.1	4.1

Note: Real effective exchange rates are assumed to remain constant at the levels prevailing during May 5--June 2, 2021. Economies are listed on the basis of economic size. The aggregated quarterly data are seasonally adjusted. WEO = World Economic Outlook. 1/ Difference based on rounded figures for the current and April 2021 WEO forecasts. Countries whose forecasts have been updated relative to April 2021 WEO forecasts account for approximately 80 percent of world GDP measured at purchasing-power-parity weights. 2/ For World Output, the quarterly estimates and projections account for approximately 90 percent of annual world output at purchasing-power-parity weights. For Emerging Market and Developing Economies, the quarterly estimates and projections account for approximately 80 percent of annual emerging market and developing economies' output at purchasing-power-parity weights. 3/ Excludes the Group of Seven (Canada, France, Germany, Italy, Japan, United Kingdom, United States) and euro area countries. 4/ For India, data and forecasts are presented on a fiscal year basis and GDP from 2011 onward is based on GDP at market prices with fiscal year 2011/12 as a base year. 5/ Indonesia, Malaysia, Philippines, Thailand, Vietnam. 6/ Simple average of growth rates for export and import volumes (goods and services). 7/ Simple average of prices of UK Brent, Dubai Fateh, and West Texas Intermediate crude oil. The average price of oil in US dollars a barrel was \$41.29 in 2020; the assumed price, based on futures markets (as of June 2, 2021), is \$64.68 in 2021 and \$63.02 in 2022. 8/ The inflation rate for the euro area is 1.8% in 2021 and 1.3% in 2022, for Japan is -0.1% in 2021 and 0.6% in 2022, and for the United States is 4.0% in 2021 and 3.3% in 2022, respectively. 9/ Excludes Venezuela.

Source : FMI, Perspective Economique Mondiale, juillet 2021.

2.1.2. COMMERCE INTERNATIONAL

L'évolution du commerce mondial a connu une amélioration nette au deuxième semestre de l'année 2020. Selon l'OMC, l'annonce en novembre de la découverte de vaccins contre la

COVID-19 aurait rendu les entreprises et les ménages plus confiants dans l'avenir, dans un contexte de facilitation du commerce dans le cadre de soutiens budgétaires des Etats. Toutefois, le redressement n'a pas été de même ampleur pour tous les types d'échange, de

produits, pour toutes les opérations de commerce extérieur et pour tous les pays, ou selon que le commerce mondial est comptabilisé en valeur ou en volume.

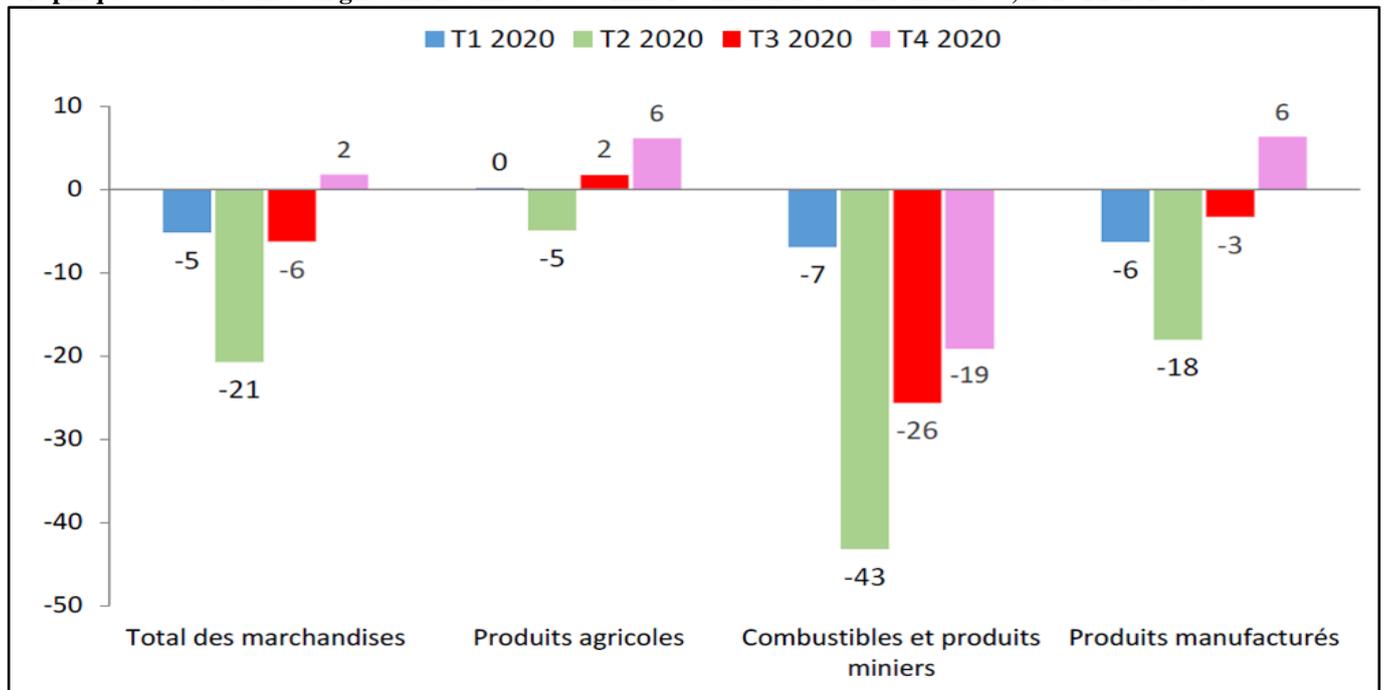
En effet, la capacité de certains Etats à soutenir les autres agents économiques de leur pays comme les USA d'une part, et d'autre part, la position stratégique de certains pays tels que la Chine, ont déterminé les tendances du commerce mondial au second semestre de l'année. Aussi, en valeur, la baisse en glissement annuel de la croissance du commerce mondial au second semestre est plus importante que celle en volume. Le commerce des

marchandises s'est plus vite redressé que celui des services, tandis que les exportations ont moins eu de mal à repartir que les importations, l'Asie étant restée la seule usine du monde.

2.1.2.1. Commerce des marchandises

La variation des valeurs échangées des produits agricoles en glissement annuel a été plus forte que celle des produits manufacturés. Le redressement des valeurs échangées des combustibles et des produits miniers a été difficile au second semestre 2020.

Graphique 3 : Croissance en glissement annuel du commerce mondial des marchandises, 2020T1-2020T4

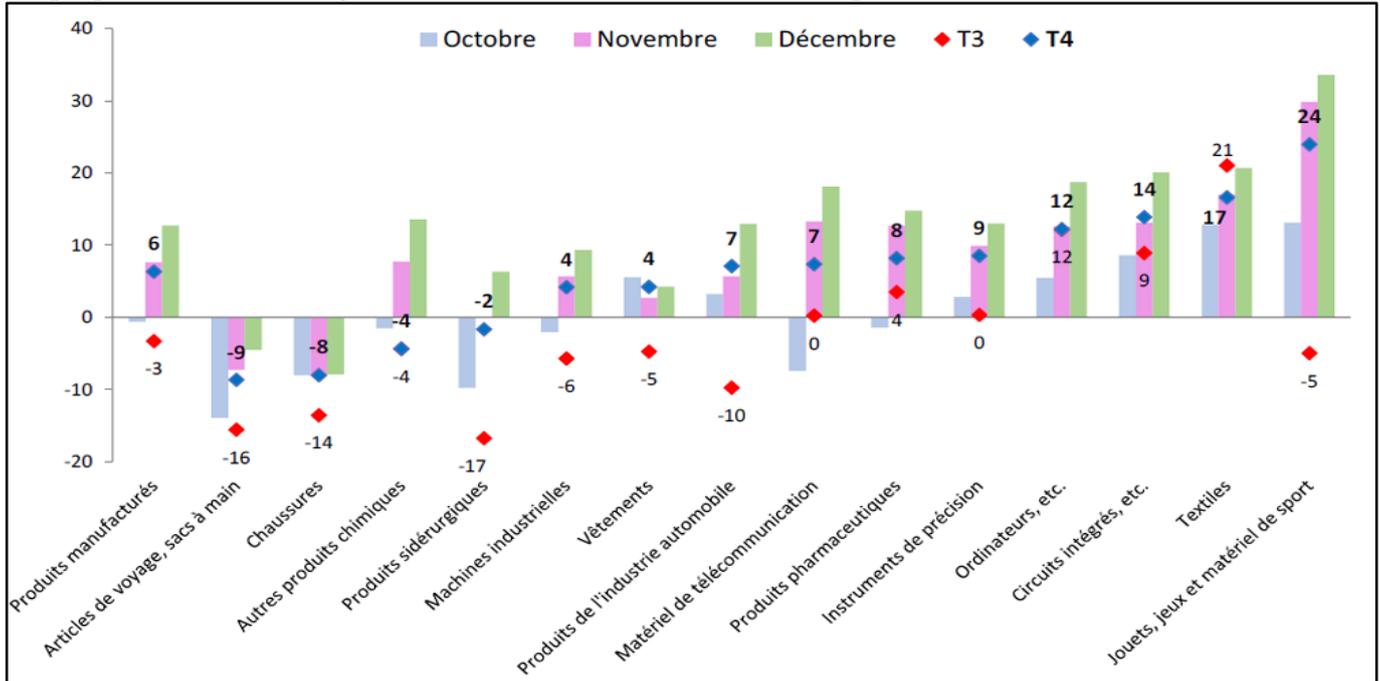


Source: Estimations de l'OMC. (https://www.wto.org/french/news_f/pres21_f/pr876_f.htm)

Concernant particulièrement les produits manufacturés, les produits sidérurgiques, textiles

et électroniques se sont le plus échangés au second semestre de l'année 2020.

Graphique 4 : Croissance en glissement annuel du commerce mondial des produits manufacturés, 2020T3-2020T4



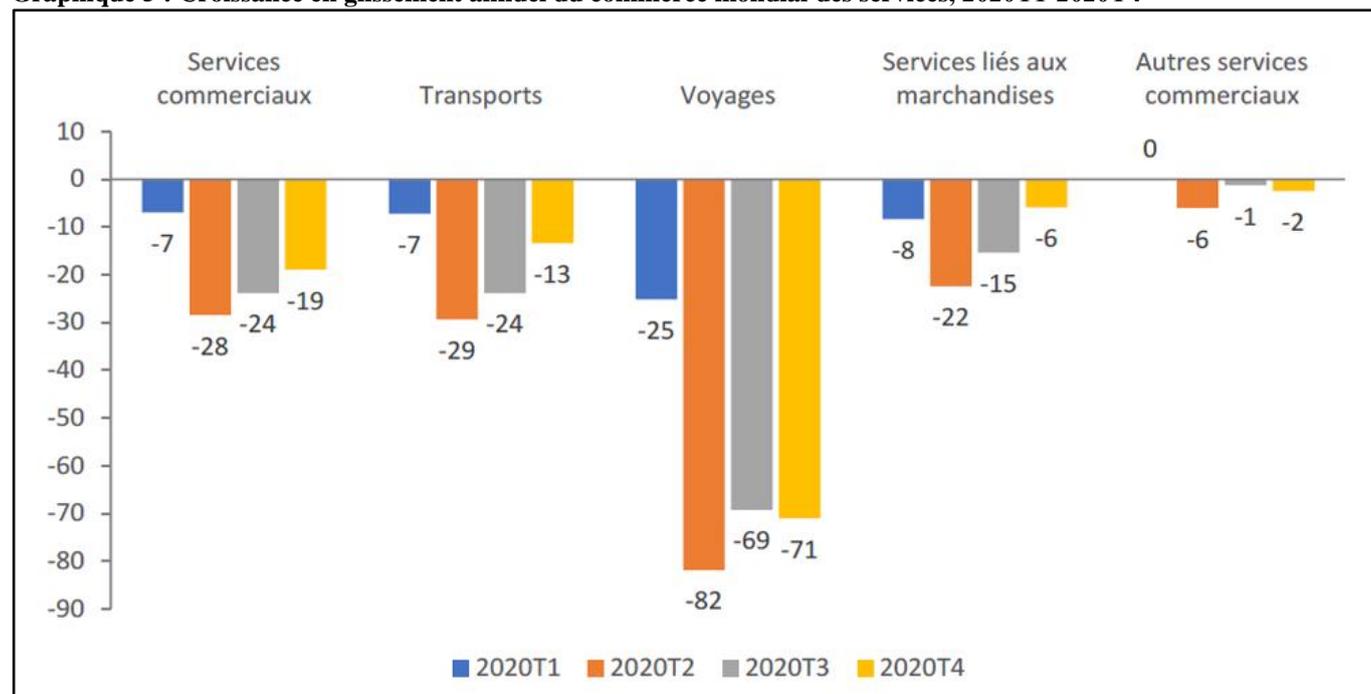
Source: Estimations de l'OMC

2.1.2.2. Commerce des services

Les échanges mondiaux des services ont baissé aussi bien au premier semestre qu'au second semestre 2020. Alors que les services de voyage et de transport affichent de fortes baisses au cours du deuxième semestre, les services informatiques et financiers ont eu tendance à se redresser, du fait de leur utilisation massive pendant les confinements.

Concernant les services liés au voyage, l'on note que si les transports internationaux ont eu du mal à être effectués, la cadence des transports maritimes a été plus stable. Les transports aériens ont repris en fin d'année, pour permettre les regroupements familiaux pendant les fêtes, tandis qu'en dépit du net ralentissement observé au deuxième trimestre, les services de transport maritime ont été dynamiques du fait de l'utilisation privilégiée de ce mode de transport pour la desserte en produits de première nécessité.

Graphique 5 : Croissance en glissement annuel du commerce mondial des services, 2020T1-2020T4



Source: Estimations OMC-CNUCED-ITC. https://www.wto.org/french/news_f/pres21_f/pr876_f.htm

2.1.3. COURS MONDIAUX DES PRODUITS DE BASE

L'évolution des cours des principaux produits qui font l'objet d'échanges entre les pays de la CEMAC et le reste du monde reste assez mitigée au second semestre de 2020.

2.1.3.1. Produits énergétiques

Dans le groupe des produits énergétiques, les cours du pétrole se sont appréciés, tandis que ceux du gaz se sont dépréciés.

La hausse des cours du pétrole brut est attribuable à la découverte des traitements contre la COVID-19, la baisse de production dans le golfe du Mexique suite à l'ouragan Laura, l'annonce d'une baisse de production des pays membres de l'OPEP, une demande plus importante des importateurs mondiaux dont la Chine.

2.1.3.2. Métaux et minerais

Les prix des métaux négociés sur les principales places boursières affichent en glissement

semestriel une hausse lorsqu'il s'agit du fer, de l'or et de l'aluminium, et une baisse, pour ce qui est du diamant et du manganèse.

2.1.3.3. Produits forestiers

Les cours des produits forestiers se sont appréciés au second semestre 2020 par rapport au premier semestre alors que leurs valeurs étaient quasi semblables à celles relevées au second semestre de 2019.

2.1.3.4. Produits agropastoraux

Les cours des produits agropastoraux, ont pour la plupart augmenté en glissement semestriel au second semestre 2020, à l'exception de ceux du cacao (-4,8%), du tabac, de la gomme arabique et de la viande de bœuf qui ont subi une décote respective de 4,4%, 9,1% et 6,2%.

Le cours du café stagne du fait d'un excès d'offre dans un contexte de ralentissement des économies marqué par la réouverture timide des restaurants et cafés.

Tableau 2 : Cours moyens trimestriels des principaux produits de base exportés par la CEMAC en dollar

Produit	Unité	2019Q1	2019Q2	2019Q3	2019Q4	2020Q1	2020Q2	2020S1	2020Q3	2020Q4	2020S2	Var. sem
Produits énergétiques												
Pétrole Brut	\$/baril	60.5	65.1	59.7	60.3	49.1	30.3	79.4	42.7	43.6	86.3	8.69%
Gaz naturel	(\$/mmbtu)	6.9	5.5	5.6	5.8	5	4.5	9.5	3.9	4.8	8.7	-8.42%
Métaux et minéraux												
Fer	(\$/dmtu)	83.6	100.9	102.1	88.7	90.8	93.9	184.7	117.8	133.2	251	35.90%
Aluminium	(\$/mt)	1862.6	1794.2	1763.7	1757.4	1690.7	1498.3	3189	1708.3	1918.7	3627	13.73%
Diamant	(\$/carat)	156.8	157.8	162.8	154.8	156.8	154.8	311.6	154.8	154.8	309.6	-0.64%
Or	(\$/troy oz)	1304.2	1309.6	1474.6	1481.6	1583.2	1710.4	3293.6	1912.4	1874.7	3787.1	14.98%
Manganèse	\$/kg	1.7	1.7	1.9	1.9	1.9	1.9	3.8	1.8	1.8	3.6	-5.26%
Produits forestiers												
Grumes	\$/m3	305.9	303.8	303.7	301.7	300.5	301.5	602	315.3	319.1	634.4	5.38%
Sciages (Contre-plaqués. Lames et Feuillages de placages)	\$/m3	623.9	615.9	590.4	616.9	613.7	594.8	1208.5	619.3	632.9	1252.2	3.62%
Produits agricoles												
Cacao	\$/kg	2.2	2.4	2.3	2.5	2.6	2.3	4.9	2.3	2.4	4.7	-4.08%
Riz	(\$/mt)	390.7	390.1	399.9	393.1	429.4	495.9	925.3	476	479.7	955.7	3.29%
Caoutchouc	(\$/kg)	1.7	1.8	1.6	1.5	1.6	1.4	3	1.7	2.3	4	33.33%
Coton	(\$/kg)	1.8	1.8	1.6	1.7	1.6	1.4	3	1.5	1.7	3.2	6.67%
Huile de palme	(\$/mt)	586.9	583.9	570.1	681.6	724.7	611.4	1336.1	750.9	905.3	1656.2	23.96%
Banane	(\$/kg)	0.9	0.9	0.8	0.9	0.9	0.9	1.8	0.9	0.9	1.8	0.00%
Sucre	(\$/kg)	0.28	0.28	0.27	0.28	0.3	0.24	0.54	0.28	0.3	0.58	7.41%
Tabac	(\$/mt)	4900	4742.7	4757.5	4673.4	4708.3	4626.9	9335.2	4543.2	4383.2	8926.4	-4.38%
Café	(\$/kg)	2.3	2.2	2.2	2.4	2.3	2.3	4.6	2.5	2.5	5	8.70%
Gomme arabique	\$/tonne	1658.8	1660.8	1666.8	1658.8	1660.8	1658.8	3319.6	1658.8	1658.8	3317.6	-0.06%
Viande de bœuf	(\$/kg)	4.3	4.6	4.6	5.5	4.7	4.9	9.6	4.6	4.4	9	-6.25%
Produits de la pêches												
Poisson (frais ou réfrig. à l'exception des filets de poisson & autre chair de poisson)	(\$/kg)	1478.22	1513.06	1439.48	1362.64	1379.51	1410.62	2790.13	1481.54	1459	2940.54	5.39%

Source : BEAC, Evolution des cours des principaux produits de base exportés par la CEMAC au 3ème trimestre 2020 et au 4ème trimestre 2020

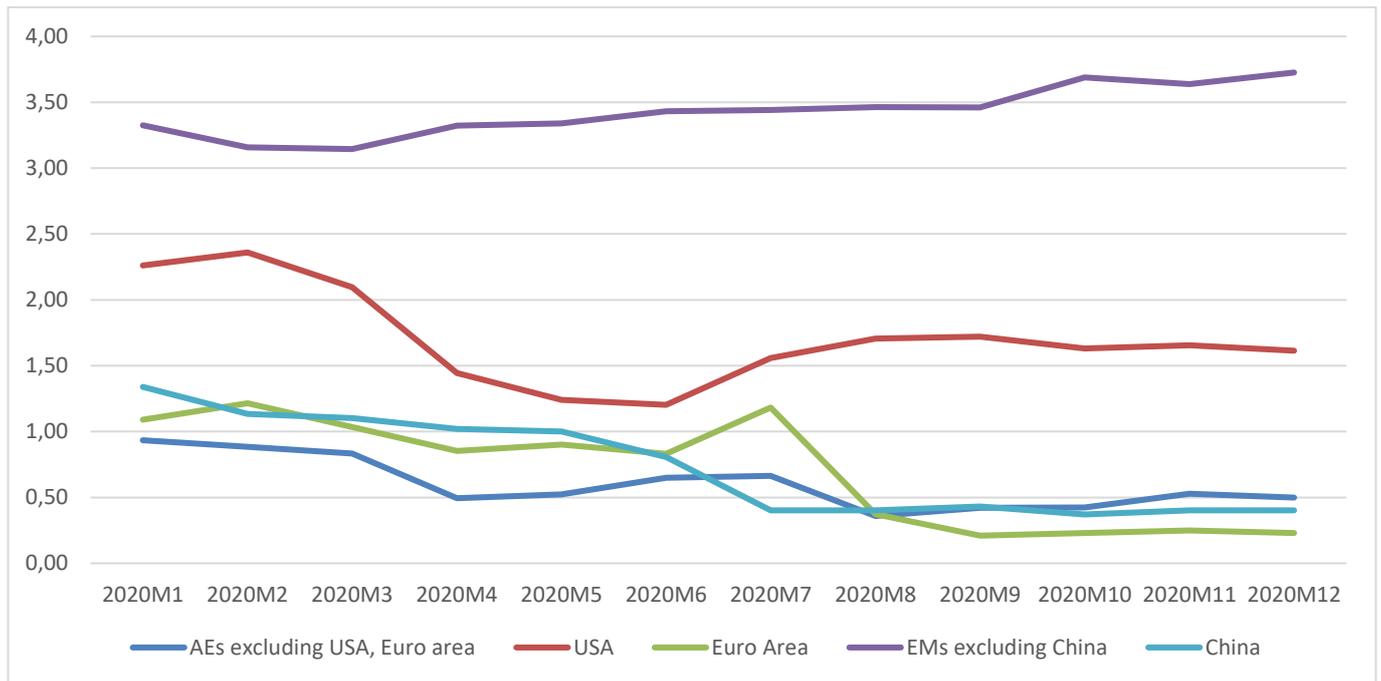
2.1.4. INFLATION

Par rapport au premier semestre de l'année où la pandémie avait relativement surpris, l'inflation mondiale a été mieux maîtrisée au second semestre de 2020. L'arrêt de la production dans quasiment tous les pays a suscité une inflation plus forte chez les pays importateurs que chez les pays exportateurs au début de la pandémie. La reprise de la production dans les principaux

bassins de production combinée aux politiques budgétaires de relance, ont contribué à la maîtrise de l'inflation au second semestre 2020.

Ainsi, dans les pays avancés où les mesures de soutien à l'activité ont été largement mises en œuvre, l'inflation au dernier trimestre de l'année affiche un taux de 0,4% contre 3,2% dans les pays émergents et en développement.

Graphique 6 : Evolution des taux d'inflation en 2020 dans certains groupes de pays



Source : FMI, PEM juillet 2021

2.1.4.1. Pays avancés

Hors zone euro et USA, le taux moyen d'inflation au second semestre de l'année s'est établi à 0,5%, après 0,7% au premier semestre. Aux USA, la différence entre les deux semestres se situe à 0,1%, tandis que dans la zone euro, le taux de progression du niveau des prix est parti de 1% à 0,2% au dernier semestre de l'année 2020.

2.1.4.2 Pays émergents et en développement

En Chine, le ralentissement de la progression des prix est net entre les deux semestres. Le taux d'inflation est passé de 1,07% au premier semestre à 0,4% au second semestre.

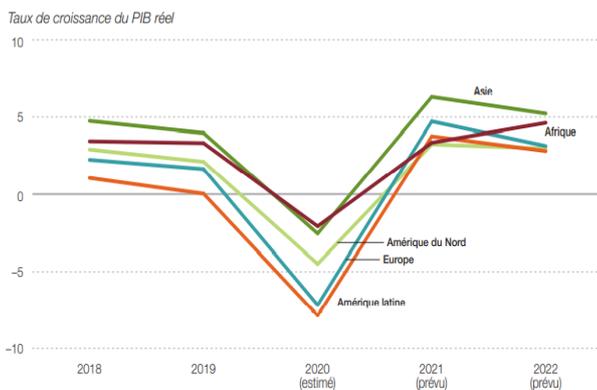
Dans les autres pays émergents, l'inflation a été plus importante au deuxième semestre par rapport au premier (3,6% contre 3,3% au premier semestre 2020).

II.2. CONJONCTURE ECONOMIQUE AFRICAINE

Après un premier semestre terne, l'activité économique africaine est repartie au deuxième semestre de l'année 2020, grâce à la levée des entraves à la mobilité et au frémissement de l'économie mondiale. Sous l'effet de ces facteurs, le continent essaye de compenser la forte récession du premier semestre, même si sa production annuelle se solde par un recul de 2,1% en 2020. Pour le premier semestre de 2021 par contre, il est attendu qu'une production plus importante sorte le continent de sa pire récession jamais enregistrée depuis un siècle.

L'Afrique a relativement moins subi les effets de la pandémie du Covid-19. Cette situation, conjuguée à l'utilisation des panacées africaines, a conduit à un déconfinement plus rapide que dans les autres continents.

Graphique 7 : Ampleur de la récession : Afrique et autres régions, 2018–2022



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement et base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI.

Afrique du Nord

En Afrique du Nord, la croissance au second semestre a été portée par l'Égypte, seul pays qui devrait finir l'année 2020 avec un taux de croissance positif estimé à 3,6%. Malgré la reprise des activités, les pays tels que la Tunisie, le Maroc et l'Algérie ont enregistré un recul de leur production, respectivement de 8,8%, 5,9% et 4,7%. La récession a frappé durement la Lybie (-

60,3%) en lien avec les effets de la COVID-19, les conflits internes et la chute des prix du pétrole.

L'activité en Afrique du Nord devrait rebondir de 4% en 2021 et de 6%, en 2022.

Afrique Australe

Cette sous-région a été la plus touchée en Afrique. La contraction d'activité est de 7,0% en 2020.

Les économies dépendantes du tourisme dans cette région d'Afrique devraient connaître le recul de croissance le plus important en 2020, soit -11,5% pour l'ensemble du groupe qui comprend Maurice (-15%) et les Seychelles (-12%).

Dans les pays exportateurs de pétrole, le PIB devrait se contracter de 1,5% en 2020, en raison de l'effondrement de la demande et des prix du pétrole. L'Angola est le pays producteur de pétrole le plus touché (-4,5%). La reprise prévue en 2021 est estimée à 3,1%, suite à une remontée attendue des prix du pétrole.

Les autres économies riches en ressources devraient enregistrer une récession de 4,7% en 2020, en raison d'une baisse des prix des métaux et minéraux due à une demande plus faible. Le Botswana (-8,9%), l'Afrique du Sud (-8,2%) et la Zambie (-4,9%) sont les pays les durement touchés. La croissance devrait reprendre dès le premier semestre de 2021, pour s'établir à 3,1% en fin d'année.

Afrique de l'Ouest

Le dynamisme de l'activité économique en Afrique occidentale au second semestre de l'année 2020, devrait lui permettre d'enregistrer une récession de 1,5% de son PIB en 2020, plus faible que les projections (-4,3%) de juin 2020, en partie grâce à la propagation relativement limitée du virus dans la région. À cause de cet impact limité, trois pays de la sous-région ont maintenu une croissance positive en 2020 grâce à des mesures de confinement plus ciblées et moins restrictives : Bénin (+2,3%), la Côte d'Ivoire

(+1,8 %) et Niger (+1,2 %). Dans d'autres pays tels que le Cap-Vert (-8,9 %), le Liberia (-3,1 %) et le Nigeria (-3%), le regain d'activité du deuxième semestre n'a pas suffi à compenser la perte subie au premier semestre.

La croissance dans la sous-région devrait s'établir à 2,8 % en 2021 et à 3,9 % en 2022, avec le rebond des prix des matières premières.

Pour les pays exportateurs de pétrole, le PIB devrait se contracter de 1,5 % en 2020, en tirée par la récession au Nigeria.

Afrique de l'Est

Grâce à sa moindre dépendance aux produits de base et à son économie plus diversifiée, l'Afrique de l'Est est apparue comme la région la plus résiliente d'Afrique en 2020. Le repli de la croissance au premier semestre a pu être compensé par la reprise du deuxième semestre 2020. Les pays les plus performants en 2021 devraient être Djibouti (9,9 %), le Kenya (5,0 %), la Tanzanie (4,1 %) et le Rwanda (3,9 %), pays correspondant aux critères d'indépendance vis-à-vis des produits de base et de diversification de leur économie.

Afrique Centrale

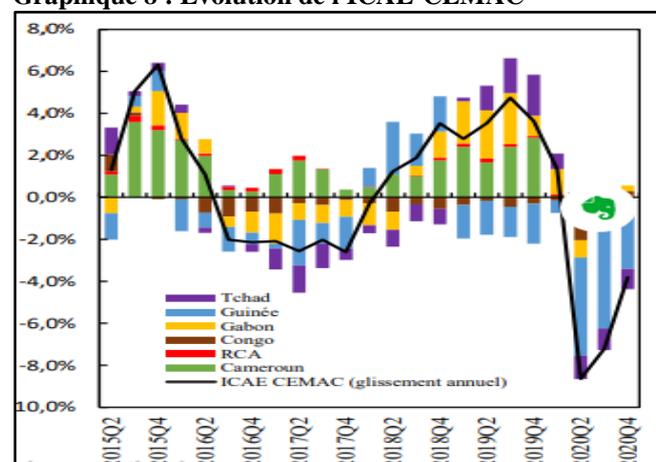
L'Afrique centrale a su bénéficier de l'appréciation de l'indice global des prix de base au second semestre. Toutefois, cette relance ne devrait que servir à réduire la perte d'activité du premier semestre. Aussi, est-il estimé une contraction du PIB réel de 2,7 % en 2020, tous les pays ayant souffert de la crise. C'est le cas de la République du Congo (-7,9 %), de la République démocratique du Congo (-1,7 %), et de la Guinée équatoriale (-6,1 %). La croissance devrait remonter à 3,2 % en 2021 et à 4 % en 2022.

CEMAC

Ici, l'activité économique a suivi le trend de l'économie mondiale au deuxième semestre 2020, où on observe un regain d'activité.

En effet, l'indicateur composite des activités économiques dans la CEMAC (ICAE-CEMAC) de la BEAC, a enregistré une progression successive de 4,3% et 5,5% en glissement annuel aux troisième et quatrième trimestres, suite à l'assouplissement des mesures barrières à l'évolution du coronavirus, une reprise de l'activité économique mondiale et les réjouissances de fin d'année. D'après la BEAC, au quatrième trimestre, l'on a noté un regain de dynamisme dans les services tels que le transport aérien, le commerce, l'hôtellerie et la restauration.

Graphique 8 : Evolution de l'ICAE-CEMAC



Source : BEAC, rapport de politique monétaire avril 2021.

En 2020, les estimations de la BEAC tablent sur: i) une contraction du PIB réel de 2,1 % (-4,2 % pour le secteur pétrolier et -1,6 % pour le secteur non pétrolier) ii) un taux d'inflation de 2,4 % contre 2,0 % un an plus tôt, iii) un creusement du déficit du solde budgétaire base engagements, dons compris, à -2,9 % du PIB, contre -0,1 % du PIB en 2019, et iv) un solde global de la balance des paiements devenu déficitaire (-2,9 % du PIB) en 2020. La masse monétaire s'est accrue de 10,7 %, à 13 493,5 milliards à fin décembre 2020, et le taux de couverture extérieure de la monnaie est descendu à 64 %, contre 67,1 % à fin décembre 2019. Les créances nettes sur l'État ont augmenté de 42,5 % en une année, tandis que, l'encours des crédits à l'économie a progressé de 5,1 %, à 8 212 milliards.

III-CONJONCTURE NATIONALE

III.1. ACTIVITE

3.1.1. PRODUCTION

Selon l'INS, le deuxième semestre 2020 a été marqué par une amélioration de l'activité économique, traduite par une croissance du PIB de 3,1% par rapport au semestre précédent et de 0,7% sur l'année, en lien avec la hausse de l'activité dans les secteurs primaire (14,6% par rapport au 1^{er} semestre 2020) et tertiaire (5,4% par rapport au 1^{er} semestre 2020).

La croissance du secteur primaire, s'explique principalement par la bonne tenue des activités d'agriculture industrielle et d'exportation (+100,3%). Cette croissance a été freinée par la mauvaise conjoncture dans la branche sylviculture et exploitation forestière (-2,2%).

La hausse de la valeur ajoutée dans le secteur tertiaire résulte de la bonne tenue des activités dans quasiment toutes les branches et particulièrement dans les branches « Administration publique » (+14,1%) et « Information et télécommunication » (+8,6%). Toutefois, l'activité s'est repliée de 0,7% dans les branches « Transport » (-1%) et « Services financiers » (-0,2%).

Le secteur secondaire (-6,1%) a subi de plein fouet les effets de la crise liée à la pandémie du Coronavirus à travers la plupart de ses branches d'activité, et surtout dans les branches « Autres industries manufacturières » (-13,6%) et « Industries agroalimentaires » (-9,7%).

Tableau 3 : Evolution trimestrielle de la production par secteurs et principales branches d'activité

Libellé	Ventilation du PIB réel trimestriel brut par secteurs d'activités (base 100 = 2005) (en milliards FCFA)		
	S2_2019	S1_2020	S2_2020
	Secteur primaire	1226	1075,8	1232,8
Agriculture des produits vivriers	554	572,4	570,4
Agriculture industrielle et d'exportation	335	158,9	318,3
Elevage, chasse et pêche	162,9	165,4	169,1
Sylviculture et exploitation forestière	174,3	179	175,1
Secteur secondaire	2176,6	2382,2	2236,3
Industries Extractives	465,9	474,1	460,3
.....dont extraction d'hydrocarbure	458,9	466,7	452,8
Industries Agro-alimentaires	505,9	578,2	522
Autres Industries Manufacturières	594,1	690	596,1
Electricité	53,2	55,1	53,5
Eau et Assainissement	55,8	55,3	56,1
BTP	501,6	529,4	548,3
Secteur tertiaire	4513,8	4288,5	4520,6
Commerce et réparation	1444,2	1408,5	1445,2
Transports	471,6	464,3	459,9
Information et télécommunication	192,6	187	202,8
Hôtels et restauration	145,2	118,4	120,2
Services financiers	251,9	259,3	258,9
Administrations publiques	1064	946,5	1079,6
Autres services marchands	944,3	904,3	954
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	7916,4	7746,3	7989,7
Impôts et taxes nets sur les produits	640,8	614,9	629,7
PIB	8 557,20	8361,3	8619,4

Source : CCIMA à partir des comptes nationaux trimestriels (4e trimestre 2020)/INS

3.1.2. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Hausse modérée des prix aussi bien par rapport au 1^{er} semestre 2020 qu'en glissement annuel

L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a augmenté de 1,2 % entre le premier semestre 2020 et le second semestre 2020. En glissement annuel, la hausse est de 2,4% imputable en grande partie au renchérissement des prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées d'une part, et des boissons alcoolisées et tabacs d'autre part. Cette évolution est aussi soutenue par les prix des produits primaires. On relève une maîtrise des prix pratiqués dans la santé, la communication et dans l'enseignement.

3.1.2.1. VARIATION PAR COMPOSANTES PRINCIPALES

Par fonctions de consommation, les prix des douze composantes principales ont augmenté aussi bien par rapport au 1^{er} semestre 2020 qu'en glissement annuel.

Au terme des six derniers mois de l'année 2020, la hausse de l'IPC de 2,4% par rapport au 2^{ème} semestre 2019, est imputable aux produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+3,8%) et aux boissons alcoolisées et tabacs (+2,6%).

Cette hausse découle principalement du renchérissement de prix des fruits, des légumes ainsi que des pains et céréales. Les prix du lait, fromage et œuf, des viandes, du sucre, confiture, miel, chocolat et confiserie, et ceux des huiles et graisses ont également soutenu cette hausse. Les prix des poissons et fruits de mer ont baissé (-0,5%).

Les prix des produits alimentaires grimpent sous l'effet de (i) la faiblesse de l'offre des produits

agricoles due aux changements climatiques qui perturbent les cycles agricoles et à l'insécurité persistante dans certaines régions du Cameroun, (ii) l'approvisionnement limité des grands centres de consommation à cause de la dégradation de certains axes du réseau routier ou ferroviaire, et de l'accès limité aux champs dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

La hausse des prix des produits alimentaires aurait pu être plus importante n'eût été l'intervention du Gouvernement pour (i) assouplir certaines mesures barrières de lutte contre le Covid-19, (ii) veiller à ce que la chaîne d'approvisionnement des marchés en produits alimentaires ne soit pas assez perturbée et (iii) intensifier les contrôles des prix sur les marchés afin que les prix homologués soient scrupuleusement respectés.

Aussi bien par rapport au premier semestre 2020 qu'en glissement annuel, on a une relative maîtrise des prix dans les postes « santé », « enseignement », « communications » et même du poste « transports ».

Tableau 4 : Evolution de l'Indice des prix par fonctions de consommation (base 100, en 2011)

Fonction de consommation	2e sem.	1er Sem.	2e Sem.	variation	
	2019	2020	2020	(en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Produits alimentaires et boissons non alcooliques	116,6	118,3	121,1	2,4	3,8
Boissons alcoolisées et tabacs	130,9	132,8	134,3	1,2	2,6
Articles d'habillement et chaussures	112,2	113,4	114,7	1,1	2,2
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	117,9	120,0	120,5	0,5	2,3
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	109,8	110,5	111,6	1,0	1,7
Santé	103,1	103,2	103,4	0,1	0,2
Transports	124,3	126,5	126,5	0,0	1,8
Communications	90,6	91,0	91,2	0,2	0,6
Loisirs et culture	106,3	107,1	107,8	0,7	1,4
Enseignement	116,9	117,2	117,8	0,6	0,7
Restaurants et hôtels	129,8	131,1	132,3	0,9	2,0
Biens et services divers	115,3	115,8	116,8	0,9	1,3

Source : INS

Par groupe secondaire de produits, l'indice des prix des composantes principales ont augmenté aussi bien par rapport au deuxième semestre

2019 qu'en glissement annuel. Toutefois, la hausse des prix est soutenue par les produits provenant du secteur primaire (+5%) et celle des prix des produits locaux (+2,6%).

Tableau 5 : Evolution de l'indice des prix des groupes secondaires de produits

Groupe secondaire de produits	2e sem 2019	1er Sem 2020	2e Sem 2020	variation (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Produits locaux	118,5	116,4	117,2	0,7	-1,1
Produits importés	112,0	112,0	113,6	1,4	1,4
Produits issus du secteur primaire	124,4	124,4	127,6	2,6	2,6
Produits issus du secteur secondaire	109,5	109,5	110,4	0,8	0,8
Produits issus du secteur primaire	118,5	118,5	118,9	0,3	0,3

Source : INS

3.1.2.2 REPARTITION SPATIALE DE L'INFLATION

Sur le plan spatial, et entre le premier et le deuxième semestre 2020, les prix ont baissé à Buea (-3,3%), à Bafoussam (-2,7%), à Garoua et Maroua (-2,4%), à Bamenda (-1,9%), à Douala (-1,8%) et à N'Gaoundéré (-1%). Ils sont restés quasi-stables à Yaoundé, Bertoua et Ebolowa. En glissement annuel, une baisse de prix de 1,1% est observée à Ebolowa ; par contre, les prix ont augmenté dans les neuf autres chefs-lieux de région. Les plus fortes hausses ont été observées à Bertoua (+5,4%) et à Buea (+3,4%).

Tableau 6 : Evolution de l'indice (base 100, année 2011) des prix des chefs-lieux des régions

	2e sem. 2019	1er Sem. 2020	2e Sem. 2020	variation (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Yaoundé	115,2	116,4	117,2	0,7	1,8
Douala	115,1	119,7	117,6	-1,8	2,2
Bafoussam	115,6	121,2	117,9	-2,7	2,0
Bamenda	117,8	122,5	120,2	-1,9	2,0
Garoua	114,7	120,1	117,2	-2,4	2,2
Maroua	114,7	120,3	117,4	-2,4	2,4
Ngaoundéré	113,1	117,3	116,1	-1,0	2,7
Bertoua	118,3	124,5	124,7	0,2	5,4
Buea	119,7	127,9	123,7	-3,3	3,4
Ebolowa	119,7	117,7	118,4	0,6	-1,1
National	115,6	117,0	118,4	1,2	2,4

Source : INS

III.2. FINANCES PUBLIQUES

Le deuxième semestre 2020 a été marqué par la poursuite des effets de la pandémie du coronavirus, l'exécution de la loi des finances rectificatives et des résultats budgétaires relativement meilleurs qu'au deuxième semestre 2019.

En effet, les faibles capacités du système sanitaire à faire face à la pandémie et les mesures de riposte à la Covid-19 ont exercé une forte pression sur le budget de l'Etat. Ainsi : 1) un compte d'affectation spéciale dénommé *Fonds Spécial de Solidarité pour la lutte contre le Coronavirus et ses répercussions économiques et sociales (CAS Covid-19)* a été créé pour la gestion des opérations budgétaires y relatives ; 2) une loi de finances rectificative intégrant les implications budgétaires et financières de la Covid-19 a été adoptée, en guise de réponse du Gouvernement camerounais.

3.2.1- COLLECTIF BUDGETAIRE

L'ordonnance N°2020/001 du 03 juin 2020 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n°2019/022 du 17 décembre 2019 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2020 a été adoptée.

Par cette ordonnance, le budget général de l'Etat est passé d'un montant initial de 4 951,7 milliards à 4 409 milliards.

Les ressources du budget général de l'Etat ont baissé de 20,7% par rapport à la loi de finances initiale 2020 résultant des baisses de:

- 587,4 milliards des recettes fiscales, sous l'hypothèse d'une récession économique conjuguée à la mise en place des mesures volontaristes de soutien fiscal aux agents économiques.
- 173,3 milliards des recettes pétrolières, sous l'hypothèse de la chute du prix mondial du baril de pétrole et de la baisse de 14,3% de la production pétrolière.
- 8 milliards de recettes non fiscales.

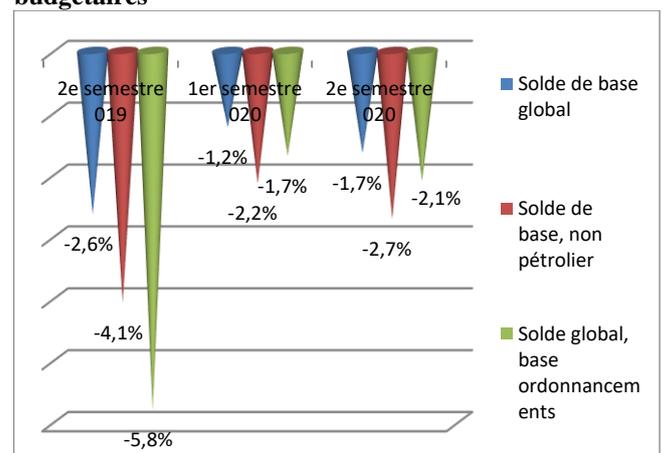
Les dépenses ont diminué de 542,7 milliards et une réallocation a été effectuée afin de dégager

des marges budgétaires pour la riposte contre la pandémie.

3.2.2- RESULTATS BUDGETAIRES

Au terme du deuxième semestre 2020, les déficits budgétaires se sont réduits en glissement annuel. Ainsi, le ratio du solde global, base ordonnancements sur le PIB, passe de -5,8% au deuxième semestre 2019 à -2,1%. Par contre, ces déficits se sont détériorés par rapport au premier semestre 2020. Le ratio solde de base global sur PIB est de -1,7% au premier semestre 2020 contre -2,1% au deuxième semestre 2020.

Graphique 9 : Evolution semestrielle des soldes budgétaires



Source : CCIMA à partir des données de la DGB/MINFI

En ce qui concerne les autres indicateurs de finance publique, seul le ratio dépenses

d'investissements sur PIB s'est amélioré au deuxième semestre 2020 par rapport au deuxième semestre 2019, en se situant à 3% contre 2,8% en glissement annuel. La détérioration des autres ratios pourrait s'expliquer par la pandémie du coronavirus qui a influencé négativement la mobilisation des recettes budgétaires et occasionné un surcroît de dépenses publiques.

Tableau 7 : Evolution semestrielle de quelques indicateurs de finances publiques

	2e semestre 019	1er semestre 020	2e semestre 020
Recettes internes/PIB (en %)	8,9	6,9	7,7
Dépenses totales/PIB (en %)	9,5	8,4	12,5
Dépenses courantes/PIB (en %)	4,7	5,9	7,2
Dépenses d'investissements/PIB (en %)	2,8	2,0	3,0
Service de la dette/PIB (en %)	2,0	1,7	2,1

Source : CCIMA à partir des données de la DGB

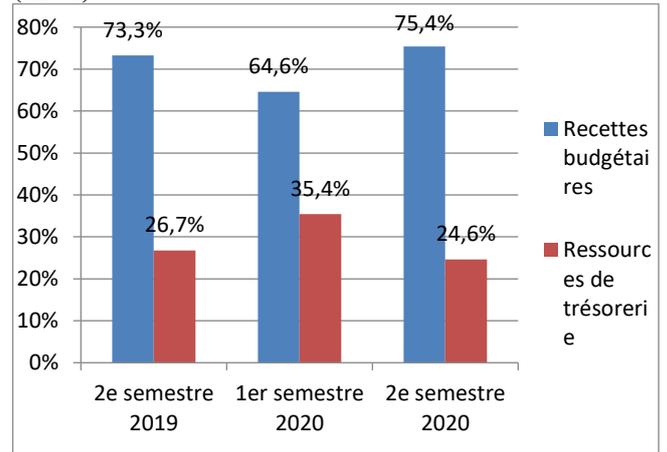
Pour la suite, et prenant en compte la nature saisonnière aussi bien des dépenses que des recettes, notre analyse sera fait en glissement annuel (par rapport au deuxième semestre 2019).

3.2.3- RESSOURCES BUDGETAIRES

Au terme du deuxième semestre 2020, les ressources budgétaires s'élèvent à 2 267,4 milliards contre 2 666 milliards au second semestre 2019. Elles sont constituées des recettes budgétaires internes et des emprunts et dons. La baisse des ressources budgétaires de 398,6 milliards résulte de celle de 244,7 milliards des recettes budgétaires et de 153,9 milliards des ressources de trésorerie.

Le poids des recettes budgétaires dans les ressources budgétaires est de 75,4% contre 73,3% au deuxième semestre 2019.

Graphique 10 : Structure des ressources budgétaires (en %)



Source : DGB/MINFI

3.2.3.1. Recettes budgétaires internes

Au terme du deuxième semestre 2020, les recettes budgétaires internes ont baissé de 12,5% en glissement annuel pour se situer à 1708,7 milliards. Cette baisse résulte de la faible mobilisation des recettes pétrolières et surtout des recettes non pétrolières. En rappel, les recettes budgétaires sont constituées des dons, des recettes pétrolières et des recettes non pétrolières.

3.2.3.1.1. Dons

Les dons ont été mobilisés à hauteur de 33,3 milliards contre 50,3 milliards au deuxième semestre 2019. Cette baisse de 17 milliards est imputable à la pandémie de Covid-19.

3.2.3.1.2. Recettes pétrolières

Les recettes pétrolières cumulées se chiffrent à 233,1 milliards à fin décembre 2020, en baisse de 76,9 milliards en glissement annuel. La réduction de la demande mondiale du pétrole brut (ayant eu pour corollaire la chute des cours), provoquée par la crise sanitaire liée au coronavirus, pourrait expliquer cette baisse.

Elles comprennent 168,6 milliards de redevance pétrolière SNH et 62,5 milliards d'impôt sur les sociétés pétrolières.

3.2.3.1.3. Recettes non pétrolières

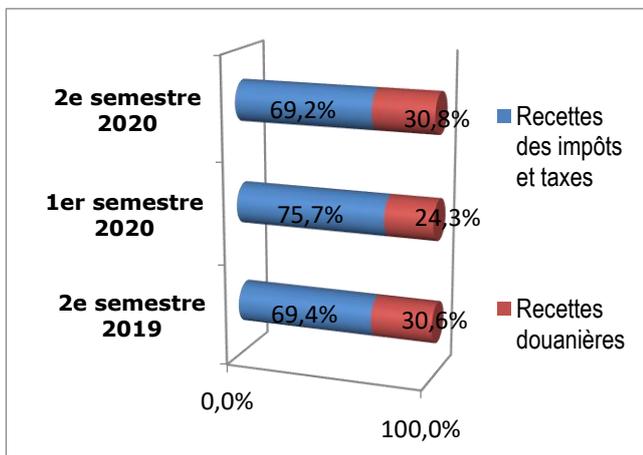
Elles sont constituées des recettes fiscales et des recettes non fiscales. Au terme du deuxième semestre 2020, elles s'élèvent à 1 444,3 milliards, contre 1595,1 milliards au deuxième semestre 2019. Cette évolution résulte d'une diminution des recettes fiscales de 185,6 milliards et d'une hausse de 34,8 milliards des recettes non fiscales.

3.2.3.1.3.1. Recettes fiscales

Au deuxième semestre 2020, les recettes fiscales cumulées s'élèvent à 1 322 milliards. La baisse de 12,3% de ces recettes par rapport au deuxième semestre 2019, est surtout imputable à la faible mobilisation des recettes des impôts et taxes. Les recettes douanières se sont situées à 407,2 milliards contre 461,6 milliards au deuxième semestre 2019.

Les recettes des impôts et taxes représentent 69,2% et les recettes douanières 30,8% des recettes fiscales.

Graphique 11 : Structure des recettes fiscales



❖ Les recettes des impôts et taxes

Au terme du deuxième semestre 2020, la direction générale des impôts (DGI) a mobilisé des recettes fiscales non pétrolières de 914,8 milliards. Ces recettes sont en baisse de 12,5% comparées aux réalisations de la même période en 2019, en raison de la pandémie de Covid-19 qui a perturbé l'activité économique et restreint les activités de contrôle et de recouvrement des arriérés fiscaux. Cette situation a eu un impact négatif sur le rendement de la TVA (-122,4 milliards), des droits des timbres (-12,1 milliards) et l'impôt sur les sociétés non pétrolières (-8,4 milliards).

❖ Les recettes douanières

La direction générale des douanes (DGD) a réalisé au deuxième semestre 2020 un montant de 407,2 milliards contre 461,6 milliards au deuxième semestre 2019. Cette baisse est imputable à la faible mobilisation de la TVA à l'importation (185,8 milliards contre 230,5 milliards au deuxième semestre 2019) du fait de la diminution des importations, en lien avec la pandémie du coronavirus.

Tableau 8 : Evolution des recettes fiscales

	2e sem 019	1er sem 020	2e sem 020
Recettes impôts et taxes hors IS/P	1 046,0	938,0	914,8
Impôts/Traitements et salaires	82,2	79,7	81,6
Impôt sur les sociétés non pétrolières	136,2	208,2	127,8
Recettes de TVA	457	282,1	334,6
Droits d'accises	105,4	101,9	126,0
Taxe s/vente prod pétroliers	63,1	65,6	67,1
Droits d'enregistrement et du timbre	69,1	53,5	57,0
Recettes des douanes	461,6	300,6	407,2
Droits de Douanes à l'import	194,1	151,2	174,1
TVA à l'import	230,5	163,4	185,8

Source : CCIMA à partir des chiffres du MINFI

3.2.3.1.3.2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales sont constituées des revenus du domaine de l'État, des recettes de services, des cotisations pour la retraite, du droit de transit pétrolier et des autres recettes non fiscales (dividendes et recettes assimilées, dividendes versées par des entreprises dont l'État est actionnaire).

Les recettes non fiscales cumulées recouvrées à fin décembre 2020 se chiffrent à 122,3 milliards, en hausse de 39,8% par rapport à fin décembre 2019. La bonne mobilisation des recettes non fiscales est le résultat des mesures prises par le Gouvernement pour améliorer la collecte de ce type de recette.

3.2.3.2. Ressources de trésorerie

Au deuxième semestre 2020, les emprunts s'élèvent à 558,7 milliards contre 830,6 milliards au premier semestre 2020 et 712,6 milliards au deuxième semestre 2019. Les tirages sur prêts-projets sont de 236,9 milliards tandis que 118 milliards ont été mobilisés sur le marché financier sous-régional dans le cadre des émissions des titres publics.

Tableau 9 : Evolution des ressources de trésorerie (en milliards)

Période	2e sem 019	1er sem 020	2e sem 020
- Prêts projets	413,2	212,7	236,9
- Appuis budgétaires	183,3	52,7	57,6
- Prêts FMI	45,4	221,5	68,2
- Emission des titres publics	70,7	95,2	118,0
- Emprunts bancaires	0,0	248,5	78,0
Total	712,6	830,6	558,7

Source : DGB ; DP/MINFI

3.2.3.3. Dépenses budgétaires

Les dépenses de l'Etat comprennent les dépenses courantes (hors intérêts sur dette), les dépenses en capital ainsi que le service de la dette publique. Leur exécution est présentée sur la base des ordonnancements.

Les dépenses publiques, base ordonnancement, s'élèvent à 2 670,4 milliards au terme du deuxième semestre 2020, en hausse de 241,9 milliards par rapport au deuxième semestre 2019. Cette hausse est principalement imputable à celle des dépenses courantes pour riposter contre la crise sanitaire et pour juguler la crise sécuritaires dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-ouest et de l'Extrême-Nord.

Les dépenses courantes (hors intérêts) pèsent 58,4% des dépenses totales contre 50,7% au deuxième semestre 2019.

Tableau 10 : Structure des dépenses budgétaires (en %)

	2e sem 019	1er sem 020	2e sem 020
Dépenses courantes	50,7	57,9	58,4
Dépenses d'investissements	33,6	25,8	24,5
Service de la dette publique	15,7	16,3	17,2

Source : CCIMA à partir des données du MINFI

3.2.3.3.1. Dépenses courantes (hors intérêts sur dette)

Au deuxième semestre 2020, les dépenses courantes hors intérêts ordonnancées sont de 1 558,6 milliards, soit une hausse de 11,4% par rapport à leur niveau du deuxième semestre 2019. Cette hausse est imputable principalement à celle des achats des biens et services (+60 milliards) ainsi que des transferts et pensions (+30 milliards), et s'explique par la pression exercée par les dépenses sanitaires relatives à la pandémie de COVID-19.

Les salaires pèsent 34,7% des dépenses courantes contre 37,3% au deuxième semestre 2019.

Tableau 11 : Structure des dépenses courantes (hors intérêts sur la dette)

	2e semestre 019	1er semestre 020	2e semestre 020
Salaires	37,3%	38,2%	34,1%
Achat des biens et services	33,2%	29,6%	33,2%
Transferts et subventions	29,4%	22,2%	28,3%

Source : CCIMA à partir des chiffres du MINFI

3.2.3.3.2. Dépenses d'investissement

Au deuxième semestre 2020, les dépenses d'investissement public s'élèvent à 653,8 milliards, soit une hausse de 9,7% par rapport au deuxième semestre 2019. Ces dépenses ont été financées à hauteur de 60,8% sur ressources propres et à 37,7% sur financements extérieurs.

Tableau 12 : Structure du financement des dépenses d'investissement

	2e Sem 2019	1er Sem 2020	2e Sem 2020
Sur financements extérieurs	51,0%	60,5%	37,7%
Sur ressources propres	45,8%	39,5%	60,8%

Source : MINFI

Les dépenses sur financement extérieurs s'élèvent à 246,8 milliards, soit une baisse de 225,9 milliards par rapport au deuxième semestre 2019. Cette baisse s'explique par : i) le

ralentissement de certains grands projets d'infrastructure dans un contexte de crise sanitaire ; ii) l'aboutissement de la majorité des projets CAN ; et iii) un rallongement des délais de décaissement chez certains bailleurs.

3.2.3.3. Dette publique

Le service effectif s'élève à 458 milliards dont 281,3 milliards pour la dette intérieure. Le service de la dette intérieure inclut notamment les remboursements des crédits de TVA à hauteur de 79,0 milliards et le paiement des arriérés intérieurs pour un montant de 202,3 milliards.

III.3. CONJONCTURE MONETAIRE ET FINANCIERE

La conjoncture monétaire et financier a été marquée au deuxième semestre 2020 par la riposte contre la pandémie du Covid-19 et la poursuite de la mise en œuvre des réformes engagées dans le cadre du programme économique et financier triennal conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) en juin 2017.

3.1. POLITIQUE MONETAIRE

Dans le cadre du programme triennal conclu avec le FMI et tenant compte des conséquences néfastes de la pandémie du COVID-19 sur l'économie, la BEAC a poursuivi avec sa politique monétaire accommodante engagée en mars 2020.

En effet, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BEAC a adopté deux séries de mesures. La première a porté sur l'assouplissement des conditions monétaires. La seconde visait à soutenir la liquidité bancaire et à influencer directement les conditions de financement des Etats, sur le marché des titres publics, et du secteur productif.

S'agissant des mesures d'assouplissement des conditions monétaires, elles portaient sur : i) la révision à la baisse des principaux taux d'intérêt de la BEAC ; ii) le relèvement du montant de liquidités à injecter sur le marché monétaire à 500 milliards de francs CFA ; iii) l'élargissement de la gamme des effets privés admis comme collatéral des opérations de politique monétaire ; iv) la révision à la baisse des niveaux des décotes applicables aux effets publics et privés admis comme collatéral pour les opérations de refinancement à la BEAC.

Pour ce qui est des mesures de soutien de la liquidité des banques, l'on peut citer : (i) la réactivation des injections de liquidités à plus longue échéance sur le marché monétaire ; et (ii) la mise en place de mesures d'intervention exceptionnelle sur le marché des titres publics. Les mesures adoptées par la BEAC depuis mars 2020, pour atténuer les effets potentiels de la crise sanitaire liée à la Covid-19 sur les économies de la

CEMAC, permettent de maintenir la liquidité du système bancaire à un niveau confortable, dans un contexte caractérisé par de nombreuses incertitudes.

3.2. SITUATION MONETAIRE

Au terme du deuxième semestre (à fin décembre) 2020, la situation monétaire s'équilibre en ressources et en emplois à 7 402,1 milliards, en hausse de 7,7% par rapport à fin juin 2020, et de 13,2% en glissement annuel.

3.2.1. EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

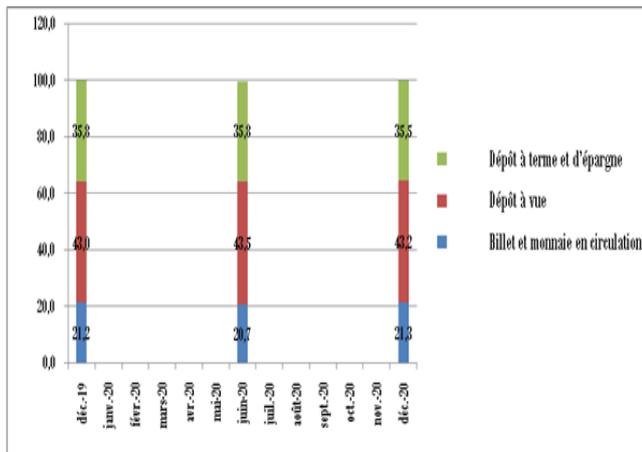
Au 31 décembre 2020 et en glissement annuel, la masse monétaire a progressé de 12,1% pour s'établir à 6 071,2 milliards. Par rapport à fin juin 2020, la masse monétaire augmente de 5,9%.

En glissement annuel, la hausse de la masse monétaire résulte de celle de ses trois composantes : +12,6% pour la monnaie scripturale (ou dépôt à vue), +11,2% pour la quasi-monnaie (ou dépôt à terme ou d'épargne) et +12,5% pour la monnaie fiduciaire (billet et monnaie en circulation).

Par rapport au 30 juin 2020, la progression de la masse monétaire est tirée par la monnaie scripturale (contribution de 2,2 points à la croissance de la masse monétaire) et par la monnaie fiduciaire (contribution de 1,94 point à la croissance).

La structure de la masse monétaire reste dominée par la monnaie scripturale (dépôt à vue), dont le poids a augmenté passant de 43% à fin décembre 2019 à 43,2% de la masse monétaire.

Graphique 12 : Composantes de la masse monétaire (en %)



Source : BEAC

3.2.2. SOURCES DE CREATION MONETAIRE

3.2.2.1. Avoirs extérieurs nets (AEN)

Les avoirs extérieurs nets du Cameroun sont passés de 2 370,8 milliards à fin décembre 2019 à 2 336,7 au 31 décembre 2020, accusant ainsi un léger repli de 1,4%. Cet agrégat a baissé de 29,5% pour l'ensemble des pays de la CEMAC en lien avec la contraction (-5,3%) des avoirs extérieurs bruts imputable à un recul des exportations de biens et de services plus prononcé que celui des importations, conjugué à la hausse de 23,6% des engagements extérieurs du système monétaire en raison des appuis budgétaires du FMI, notamment dans le cadre de la lutte contre la COVID-19.

A fin décembre 2020, les réserves de change de la sous-région ont baissé de 3,6% à 4 193,3 milliards par rapport à décembre 2019, après avoir atteint un pic de 5 013,2 milliards au mois de mai 2020. Le déclin progressif de cet agrégat depuis novembre 2020 est à mettre en liaison avec le contexte de la crise sanitaire de la COVID-19, qui a influencé négativement les cours des principales matières premières exportés par la CEMAC. Cette évolution résulte également des décaissements des appuis budgétaires par les bailleurs de fonds non

réalisés à bonne date. Les réserves de change de la CEMAC ont représenté environ 3,7 mois d'importations de biens et services. Les réserves de change du Cameroun couvrent 7,5 mois d'importations en 2020, contre 6,3 mois un an plus tôt.

Le taux de couverture de la monnaie, défini comme le rapport entre les avoirs officiels bruts en devises et le total des engagements à vue de la Banque centrale, se stabilise à 78,6%. Cette stabilité est aussi observée pour l'ensemble des pays de la CEMAC, pour lequel le taux de couverture agrégé reste à 70,4% sur la même période.

3.2.2.2. Crédit intérieur

Au 31 décembre 2020, le crédit intérieur est de 5 065,5 milliards, en hausse de 21,5% en glissement annuel et de 11,7% par rapport à fin juin 2020. Cette progression est tirée par les créances nettes sur l'Etat.

3.2.2.2.1. Créances nettes sur l'Etat

En s'établissant à 1 480,1 milliards au 31 décembre 2020, les créances nettes progressent de 98,5% par rapport au 31 décembre 2019. Cette hausse est de 28,8% par rapport à fin juin 2020. Cette hausse est attribuable à l'intensification des émissions de titres publics et des tirages effectués auprès du FMI dans le cadre des programmes économiques et financiers en cours d'exécution et des appuis d'urgence mobilisés pour la lutte contre la COVID-19.

La Position Nette du Gouvernement (PNG), composante essentielle des créances nettes du système monétaire sur l'Etat, demeure débitrice de 1 451 milliards, en hausse aussi bien par rapport à fin juin 2020 (+27,2%) qu'en glissement annuel (+94,8%). Cette évolution est consécutive à la progression des engagements envers le FMI et à l'accroissement de la PNG

envers les banques créatrices de monnaie et envers la BEAC.

3.2.2.2. Crédits à l'économie

Au 31 décembre 2020, les crédits à l'économie se chiffrent à 3 585,3 milliards. Ils progressent de 199,1 milliards par rapport à fin juin 2020 et de 162,5 milliards, en glissement annuel. Cette hausse s'explique essentiellement par l'augmentation de 21,7% des crédits octroyés aux entreprises publiques non financières pour s'établir à 357,7 milliards.

Le crédit au secteur privé non financier en s'établissant à 3 176,3 milliards, progresse aussi bien par rapport au 30 juin 2020 (+131,1 milliards) qu'en glissement annuel (+37,1 milliards). Il représente 88,6% des crédits à l'économie contre 10,0% pour les crédits aux entreprises publiques non financières.

S'agissant de la maturité des crédits à l'économie, les crédits à court terme représentent 55,3% de l'encours des crédits, ceux à moyen terme 41,9% et ceux à long terme 2,8%.

La distribution par branche d'activités du financement bancaire à l'économie révèle une primauté des branches « Production de services destinés à la collectivité, de services sociaux et de services personnels » et « commerce de gros et détail, restauration et hôtel » (22,1 % et 20,2 %, respectivement), suivie de la branche « Industries manufacturières » (14,3%). Le secteur primaire n'a représenté que 6,4% de l'ensemble des concours bancaires.

Le taux de couverture des crédits par les dépôts « dépôts / crédits à l'économie » dans la sous-région CEMAC progresse de 5,9 points en septembre 2020, par rapport au niveau atteint un an plus tôt, pour s'établir à 132,3 %, du fait de l'évolution des dépôts bancaires (6,1 %) plus forte que celles des concours à l'économie octroyés par les banques commerciales (1,4 %). Cette hausse s'explique

aussi par les rapatriements des avoirs extérieurs détenus par les banques commerciales à la suite du renforcement des contrôles de vraisemblance effectués par la Commission Bancaire et par le renforcement de l'application de la réglementation des changes.

Tableau 13 : Situation monétaire consolidée (en milliards de FCFA)

	Déc.-19	Juin-20	Déc-20	Variations (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Contreparties de la masse monétaire	6 539,3	6 872,4	7 402,1	7,7	13,2
Avoirs Extérieurs Nets	2 370,8	2 337,2	2 336,7	0,0	-1,4
Avoirs extérieurs nets de la BEAC	1 653,0	1 494,4	1 344,0	-10,1	-18,7
Avoirs extérieurs nets des BCM	717,8	842,8	992,7	17,8	38,3
Crédit intérieur	4 168,5	4 535,2	5 065,5	11,7	21,5
Créances nettes sur l'État	745,7	1 148,9	1 480,1	28,8	98,5
Position nette du gouvernement	745,0	1 140,7	1 451,0	27,2	94,8
Crédit à l'économie	3 422,8	3 386,2	3 585,3	5,9	4,7
Crédit au secteur privé non financier	3 139,2	3 045,2	3 176,3	4,3	1,2
Crédit aux entreprises publiques non financières	230,0	294,1	357,7	21,7	55,5
Ressources du système monétaire	6 539,3	6 872,4	7 402,1	7,7	13,2
Masse monétaire (M2)	5 416,4	5 731,0	6 071,2	5,9	12,1
Billet et monnaie en circulation	1 151,4	1 184,2	1 295,2	9,4	12,5
Dépôt à vue	2 326,6	2 496,6	2 620,4	5,0	12,6
Dépôt à terme et d'épargne	1 938,4	2 050,3	2 155,5	5,1	11,2
Autres postes nets	1 122,9	1 141,3	1 331,0	16,6	18,5

Source : BEAC

3.3. SECTEUR BANCAIRE ET FINANCIER

Au deuxième semestre 2020, le secteur bancaire et financier compte 15 banques, 8 établissements financiers et 411 établissements de microfinance (EMF), 27 compagnies d'assurance. La densification des institutions financières, conjuguée au progrès de la finance technologique « Fintech », a contribué à l'amélioration de l'inclusion financière.

3.3.1. SECTEUR BANCAIRE

A fin décembre 2020, le secteur bancaire se caractérise par une consolidation de ses activités, notamment : (i) une hausse du total des bilans ; (ii) une augmentation des dépôts de la clientèle ; (iii) un accroissement des crédits à la clientèle ; (iv) une amélioration de l'inclusion financière et de; (v) la conformité aux normes prudentielles. Le total du bilan de l'ensemble des banques progresse à un rythme plus élevé (8,3%), pour se situer à 7 010,7 milliards. Afriland First Bank occupe la première place, avec 18,0% du total du bilan de l'ensemble des banques. Elle est suivie par Société Générale du Cameroun (15,1%), BICEC (10,4%), la S.C.B. (8,9%), BAC (8,0%), UBA (6,9%) et ECOBANK (6,6%).

3.3.1.1. Dépôts de la clientèle

Au terme du deuxième semestre 2020, les dépôts augmentent de 10,4% en glissement annuel et se chiffrent à 5 378,7 milliards. La hausse est de 4,5% par rapport au 30 juin 2020.

L'accroissement des dépôts est soutenu par ceux des entreprises publiques (contribution de 3,2 points à la croissance des dépôts en glissement annuel et de 2,2 points par rapport à fin juin 2020), des entreprises privées (contribution de 3,4 points en glissement annuel et de 1 point en glissement semestriel) et des particuliers (contribution de 3,1 points à la croissance en glissement annuel et de 1,1 point par rapport à fin juin 2020). Les dépôts des organismes publics, en baisse de 13% par rapport à fin juin 2020 et de 24,2% en glissement annuel, ont ralenti la progression des dépôts.

Par type de clientèle, les particuliers détiennent la plus grande part des dépôts (40,1%), suivis des entreprises privées, y compris les individuelles (27,6%), et de l'administration publique centrale (9,0%). Les entreprises publiques pèsent 6,9% de l'ensemble des dépôts, contre 3,3% pour les sociétés d'assurance et de capital et 2,7% pour les administrations privées.

Tableau 14 : Répartition des Dépôts par type de clientèle (en milliards de FCFA)

Libellés	Déc.-19	Juin-20	Déc-20	Variations (%)		Poids en Déc. 2020
	(a)	(b)	(c)	(c/b)	(c/a)	(%)
Administration publique centrale	461,2	492,0	486,3	-1,2	5,4	9,04
Administration publique locale	20,9	31,3	27,2	-13,1	30,1	0,51
Organismes publics	174,4	157,5	137,1	-13,0	-21,4	2,55
Administrations privées	129,4	166,3	148,1	-10,9	14,5	2,75
Entreprises publiques	218,0	261,1	372,4	42,6	70,8	6,92
Entreprises privées	1 111,9	1 226,4	1 279,2	4,3	15,0	23,78
Sociétés d'assurance et de capital	161,0	159,2	179,7	12,9	11,6	3,34
Entreprises individuelles	233,2	197,7	208,0	5,2	-10,8	3,87
Particuliers	2 002,9	2 100,2	2 154,6	2,6	7,6	40,06
Divers	357,2	355,2	386,0	8,7	8,1	7,18
Total	4 870,0	5 146,8	5 378,7	4,5	10,4	

Source: BEAC

Par nature, les dépôts à vue, les dépôts à régime spéciaux (bons de caisse), les dépôts à terme sont tous en hausse. Les dépôts à vue sont les plus représentatifs, avec 78,8% de l'ensemble, contre 13,1% pour les dépôts à terme et 8,1% pour les bons de caisse. En glissement, les dépôts progressent de 10,4%, tirés par les particuliers, entreprises publiques et privées.

Tableau 15 : Dépôts par nature (en milliards)

Libellés	déc-19	juin-20	déc-20	Variation (%)		Poids en déc. 2020
	a	b	c	c/b	c/a	(%)
Dépôts à régime spécial	375,3	402,4	433,5	7,7	15,5	8,1
Dépôts à terme	652,9	659,2	705,9	7,1	8,1	13,1
Dépôts à vue	3 841,9	4 085,2	4 239,2	3,8	10,3	78,8
TOTAL	4 870,0	5 146,8	5 378,7	4,5	10,4	100

Source : BEAC

Sur le marché basé sur les dépôts, Afriland First Bank garde la première place avec 18,4% des dépôts. Elle est suivie par SGC (15,7%), BICEC (11,5%), SCB (9,5%), BAC (6,2%).

3.3.1.2. Encours des crédits

Au terme du deuxième semestre 2020, l'encours des crédits s'élève à 3 908,8 milliards, soit une

hausse de 6,7% en glissement annuel et de 6,1% par rapport à fin juin 2020.

Ces augmentations sont soutenues par les crédits octroyés aux particuliers (contribution de 2,1 points à la croissance en glissement annuel et de 2,3 points par rapport à fin juin 2020), des entreprises publiques (contribution de 3,5 points à la croissance en glissement annuel et de 1,9 point par rapport à fin juin 2020) et aux entreprises privées (contribution de 1,3 point à la croissance en glissement annuel et de 1,1 point par rapport à fin juin 2020).

Les principaux domaines bénéficiaires des crédits octroyés sont : « Bâtiments et travaux publics » (20,7% du total des crédits), « Commerce, restauration et hôtellerie » (17,4%), « Transports et activités auxiliaires de transport » (16,5%), « Agriculture, élevage et chasse, sylviculture et pêche » (14%), « Production et distribution d'électricité, gaz et eau » (11,7%), « Industries extractives » (11,1%), « Productions des services aux collectivités et personnels » (5,5%), « Activités des institutions financières, affaires immobilières et services destinés aux entreprises » (2,7%).

Par type de clientèle, 61,8% des crédits sont accordés aux Entreprises privées, y compris les individuelles ; 17,8% aux Particuliers ; 10,3% à l'Administration publique centrale et 9,3% aux Entreprises publiques.

Tableau 16 : Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards de FCFA)

Libellés	Déc.-19	Juin-20	Déc-20	Variations (%)		Poids en déc. 2020
	(a)	(b)	(c)	(c/b)	(c/a)	(%)
Administration publique centrale	295,7	382,5	401,4	4,9	35,7	10,3
Administration publique locale	1,0	1,3	1,0	-23,1	0,0	0,0
Organismes publics	0,2	0,1	0,1	0,0	-50,0	0,0
Administrations privées	11,4	11,0	10,8	-1,8	-5,3	0,3
Entreprises publiques	237,2	294,0	365,1	24,2	53,9	9,3
Entreprises privées	2 227,3	2 232,3	2 273,5	1,8	2,1	58,2
Sociétés d'assurance et de capital	2,5	2,4	10,2	325,0	308,0	0,3
Entreprises individuelles	194,0	133,4	140,7	5,5	-27,5	3,6
Particuliers	620,2	610,8	696,6	14,0	12,3	17,8
Divers	75,3	14,6	9,5	-34,9	-87,4	0,2
Total	3 664,6	3 682,4	3 908,8	6,1	6,7	100

Source: BEAC

S'agissant de la maturité des prêts bancaires, les crédits à court terme représentent 24,7%, contre 47,6% pour les crédits à moyen terme et 2,2% pour les crédits à long terme. Il est à noter que la catégorie des crédits classés en créances brutes en souffrance en représente 16,6%, et ceux qualifiés de comptes débiteurs de la clientèle 8,9%.

Le taux de créances brutes en souffrance se détériore de 0,8 point par rapport à septembre 2020, pour se situer à 16,6%. Les 05 banques ci-après, (SGC, AFB, BICEC, SCB, UBA) portent en même temps 76% de l'ensemble des créances en souffrance et financent 60% des crédits.

Le nombre total de comptes bancaires est en hausse de 100 145 comptes par rapport à fin décembre 2019. Le taux de bancarisation au sens strict de la population active s'est stabilisé à 28,4%.

Le niveau d'intermédiation financière, mesuré en rapportant les crédits sur les dépôts a baissé, se situant à 72,7% contre 75,2% à fin décembre 2019. A l'inverse, le ratio de transformation des dépôts en crédits à long terme s'est amélioré, passant de 38,9% à 41,5%.

Sur les 15 banques qui opèrent sur le marché camerounais, la situation des ratios prudentiels se présente comme suit :

- 13 banques respectent le ratio de représentation du capital minimum et de fonds propres nets ;
- 12 banques respectent la norme relative au ratio de solvabilité (couverture des risques) ;
- 12 banques réalisent le ratio minimum de couverture des immobilisations par les ressources permanentes ;
- 14 banques respectent le ratio de liquidité ;
- 12 respectent le coefficient de transformation à long terme.

3.3.2. MARCHÉ FINANCIER

Au début de l'année 2020, seize titres sont inscrits à la cote officielle de la bourse des valeurs. L'activité du marché des valeurs du Trésor de la CEMAC au deuxième semestre 2020 s'est déroulée dans un contexte international et régional toujours marqué par la crise sanitaire de la COVID-19, précédé par la chute des cours du pétrole brut, principal produit d'exportation de la CEMAC, qui ont négativement influencé la situation macroéconomique et les revenus de ses Etats membres.

L'activité boursière sous-régionale (Douala Stock Exchange) a connu un repli. La capitalisation boursière de l'ensemble des titres cotés sur le marché s'est chiffrée à 701,54 milliards de FCFA en fin décembre 2020, en baisse de 13,3% par rapport au 31 décembre

2019. Cette diminution reflète la baisse combinée de la capitalisation du marché des actions de 1,46 milliards de FCFA et celle du marché des obligations de 131,09 milliards de FCFA.

Malgré la conjoncture difficile liée au contexte sanitaire de la Covid-19, le marché des valeurs du Trésor poursuit sa croissance au quatrième trimestre 2020 et permet aux Etats de mobiliser des capitaux de plus en plus conséquents. Grâce à ce marché, les Etats de la CEMAC ont pu lever plus de 1.000 milliards de FCFA, ayant permis de financer de nombreux chantiers d'infrastructures et de faire face aux dépenses imprévues induites par les multiples conséquences de la crise sanitaire de la Covid-19.

L'encours des valeurs du Trésor au 31 décembre 2020 s'est établi à 3.225,2 milliards FCFA, en hausse de 54,67% par rapport à fin décembre 2019. Depuis janvier 2020, on note une recomposition de la structure du portefeuille de la dette des Etats émise sur le marché des valeurs du Trésor, désormais constitué majoritairement des Obligations Assimilables du Trésor (OTA) représentant 64,52% du portefeuille global des titres. En effet, l'encours des OTA a doublé en un an, passant de 1.037,1 milliards de FCFA à fin décembre 2019 à 2.081 milliards de FCFA. La modification de la structure des instruments financiers circulant sur le marché est la conséquence d'un recours de plus en plus croissant des Trésors publics aux ressources longues, traduisant une consolidation progressive de la confiance des investisseurs aux signatures souveraines de la CEMAC.

III.4. COMMERCE EXTERIEUR

Résultats décevants des échanges extérieurs du Cameroun au deuxième semestre 2020

Au terme du deuxième semestre 2020, la valeur des échanges commerciaux du Cameroun avec ses partenaires, s'élève à 2 231,5 milliards FCFA, en diminution de 4,0% par rapport au premier semestre 2020 et de 29% en glissement annuel. Cette évolution est surtout le fait d'une diminution importante des exportations aussi bien en glissement semestriel qu'annuel, l'évolution des importations indiquant une hausse en glissement semestriel et une diminution d'ampleur plus grande en glissement annuel.

4.1. BALANCE COMMERCIALE

Le déficit commercial du Cameroun s'est creusé d'environ 40% au cours du deuxième semestre 2020 par rapport au premier semestre 2020, pour s'établir à 675,7 milliards FCFA. L'aggravation du déficit commercial résulte d'une hausse des importations conjuguée à une chute des exportations.

Le taux de couverture, hors pétrole, des exportations par les importations est de 53,5% au deuxième semestre 2020, en baisse 28% par rapport au premier semestre 2020 et de 36%, en glissement annuel.

Tableau 17 : Principaux résultats semestriels du commerce extérieur (en milliard de FCFA)

	2 ^{ème} Sem 2019	1 ^{er} Sem202 0	2 ^{ème} Sem202 0	Variations	
	a	b	c	c/a	c/b
Exportations	1 224.4	918.4	777.9	-36%	-15%
dont hors Pétrole brut	674.7	588.4	509.4	-24%	-13%
Importations	1 940.70	1 405.80	1453.6	-25%	3%
dont hors Pétrole brut	1 720.80	1 405.80	1453.6	-16%	3%
Balance commerciale	-716.3	-487.4	-675.7	-6%	39%
dont hors Pétrole	-1 046.0	-817.4	-944.2	-10%	16%
Taux de couverture (en %)	63.1	65.3	53.5	-15%	-18%
dont hors pétrole (en %)	39.2	41.9	53.5	36%	28%

Sources : Nos calculs sur la base des données du MINFI/DGD

4.2. EXPORTATIONS

Le gaz naturel liquéfié pèse plus lourd que les bois et ouvrages en bois

Les sommes encaissées au titre d'opérations d'exportation de biens au second semestre de 2020 ont diminué de 15% en glissement semestriel, pour se situer à 777,9 milliards FCFA. Ce repli est imputable à la chute autant du volume que de la valeur des principaux produits minéraux que sont les huiles brutes de pétrole (-5% en valeur), les carburants et lubrifiants (-84% en valeur et -68% en volume) et le gaz liquéfié (-43% en valeur).

En glissement annuel, les exportations baissent de 33%. La valeur des huiles brutes de pétrole chute de 39%, et celle du gaz liquéfié, de 42%. Les ventes des carburants et lubrifiants chutent aussi bien en valeur (-98%) qu'en quantité (95%).

Par contre, les exportations de caoutchouc brut augmentent aussi bien en quantité qu'en valeur au deuxième semestre 2020. C'est la même tendance que l'on observe pour les ventes des cafés et du cacao brut.

Cette performance est à mettre en lien avec la reprise des activités dans les bassins importants de production situés dans les zones de conflit, dans un contexte de levée progressive de mesures barrières à la propagation du virus.

Les cinq (05) principaux produits exportés au deuxième semestre 2020 restent : les huiles brutes de pétrole (40% des exportations totales en valeur) ; le cacao brut en fèves (18%) ; les bois sciés (11%), le gaz liquéfié (10%) le coton brut (9%).

Tableau 18 : Evolution des principaux produits exportés (Q en million de tonnes et V en milliard de FCFA)

Périodes	2 ^{ème} semestre 2019		1 ^{er} semestre 2020		2 ^{ème} semestre 2020		Variation (en %)			
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Libellés	a		b		c		c/a		c/b	
Bananes (y compris plantains)	94.1	12.4	93.6	12.2	98.1	12.8	4%	3%	5%	5%
Café	7.8	6.4	8.2	6.1	13.2	9.8	69%	53%	61%	61%
dont café Robusta	7.4	5.9	7.6	5.4	12.6	9	70%	53%	66%	67%
Cacao brut en fèves	89.3	108	72.9	102.9	117.8	143.8	32%	33%	62%	40%
Pâte de cacao	14.3	22.7	15.1	27.4	13.3	23.2	-7%	2%	-12%	-15%
Beurre de cacao	10	16.5	10.4	19.7	8.9	16.4	-11%	-1%	-14%	-17%
Huiles brutes de pétrole	1 862.10	493.6	1854.4	330.1	1860.7	314.2	0%	-36%	0%	-5%
Carburants et lubrifiants	42.4	18.2	6.2	2.5	2	0.4	-95%	-98%	-68%	-84%
Gaz naturel liquéfié	599.5	129.4	621.5	131.6	613.5	75	2%	-42%	-1%	-43%
Caoutchouc brut	13.9	9.4	10.2	7.2	22.1	15	59%	60%	117%	108%
Bois et ouvrages en bois	804.8	145.1	714.6	123.9	635	129.6	-21%	-11%	-11%	5%
Bois brut (grumes)	489	48.9	0.4	40.7	0.3	34.1	-100%	-30%	-25%	-16%
Bois sciés	384.1	81.9	0.4	72.3	0.4	85.9	-100%	5%	0%	19%
Coton brut	74.9	75.6	47.1	44.5	76.8	69	3%	-9%	63%	55%
Aluminium brut	25.9	29.9	22.9	25.7	22.1	24.8	-15%	-17%	-3%	-4%
Exportations hors pétrole		1 113.60		588.4		509.4		-54%		-13%
Total Exportations		1 168.30		918.4		777.9		-33%		-15%

Sources : MINFI/DGD-DP

4.3. IMPORTATIONS

Au deuxième semestre 2020, les dépenses effectuées pour acheter les biens à l'extérieur ont atteint 1598 milliards, contre 1405 milliards au premier semestre de l'année. Cette évolution est attribuable principalement à la hausse des dépenses consacrées aux achats de machines et appareils mécaniques (+37%), de matériels de transport (+25%). Les achats de riz ont progressé de 27%.

En volume, les produits minéraux ont enregistré la plus forte augmentation (+56%), portées par l'augmentation du volume des carburants et lubrifiants importés (+65%).

En glissement annuel, la valeur des produits importés a plutôt diminué de 20%, reflétant ainsi la dépression des marchés mondiaux de produits

de base. En effet, la valeur des produits minéraux a chuté de 45% pour un volume quasiment identique de produits importés. Il en est de même pour les produits en matière plastique et caoutchouc dont la valeur a chuté de 51%, ainsi que des ouvrages en fonte, fer et acier (-49%).

Le poids des produits minéraux (19%) reste important dans le total des importations au second semestre de 2020. Celui des machines et appareil mécaniques ou électriques également, avec un poids de 13%. Les importations des produits des industries chimiques et du règne végétal représentent 11% de la valeur des importations totales.

Les achats d'hydrocarbures, de carburants et lubrifiants notamment ainsi que de céréales représentent respectivement 27%, 14% et 10% de la valeur totale dépensée au titre d'importations.

Tableau 19 : Evolution des importations (Q en millions de tonnes et V en milliards de FCFA)

Période	2e semestre 2019		1er semestre 2020		2e semestre 2020		Variation (en %)			
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Libellés	a		b		c		c/a		c/b	
Poissons de mer congelés	96.2	67.8	115.4	77.6	85.8	60.1	-11%	-11%	-26%	-23%
<i>Produits du règne végétal</i>	1 065.80	237.1	779.1	170.4	833.7	180.7	-22%	-24%	7%	6%
Céréales	990	208.8	706.9	145.4	756.6	156.1	-24%	-25%	7%	7%
Froment (blé) et méteil	474.4	75.2	443.5	74	411.3	65.1	-13%	-13%	-7%	-12%
Riz	493.1	129.8	257.2	70.1	331.3	89	-33%	-31%	29%	27%
<i>Produits alimentaires industriels</i>	189	101.4	150.8	89.5	187.1	103.5	-1%	2%	24%	16%
<i>Produits minéraux</i>	2 650.20	541.4	1564.9	263.3	2437.3	298.4	-8%	-45%	56%	13%
Hydrocarbures	1 113.60	474.5	564.3	615.4	246	434.8	-78%	-8%	-56%	-29%
Huiles brutes de pétrole	0	0	0	0	0	0				
Carburants et lubrifiants	999.1	438.4	475.2	202	784.6	217.7	-21%	-50%	65%	8%
<i>Produits des industries chimiques</i>	212.3	178.7	285.6	202.3	252.9	180.9	19%	1%	-11%	-11%
Produits pharmaceutiques	9.7	64.9	10.9	72.4	11.3	61.6	16%	-5%	4%	-15%
<i>Matières plastiques et caoutchouc</i>	89.9	90	80.7	73.6	102.8	44	14%	-51%	27%	-40%
<i>Matières textiles et leurs ouvrages</i>	65.2	52.7	58.6	44.1	72.8	48.8	12%	-7%	24%	11%
Friperie	39	20.8	37.3	20.2	38.3	20.1	-2%	-3%	3%	0%
<i>Métaux communs et leurs ouvrages...</i>	121.6	116.1	176.9	119.2	179.3	111.4	47%	-4%	1%	-7%
Ouvrages en fonte, fer et acier	30	51.4	22.3	25.5	32	26.1	7%	-49%	43%	2%
<i>Machines et app. mécaniques ou électriques</i>	72	301.5	53.7	152.2	72.3	209	0%	-31%	35%	37%
Machines et appareils mécaniques	43.6	177.6	31.4	94.4	41.3	124.5	-5%	-30%	32%	32%
Machines et appareils électriques	28.4	123.9	22.3	57.9	31	84.5	9%	-32%	39%	46%
<i>Matériel de transport</i>	60.5	111.4	48	76.5	68.9	95.4	14%	-14%	44%	25%
Véhicules automobiles; tracteurs	55.3	98.6	45.9	72.7	65.7	84.2	19%	-15%	43%	16%
Importations hors pétrole		2 005.10		1 405.90		1 598.00		-20%		14%
Total importations		2 005.10		1 405.90		1 598.00		-20%		14%

Sources : MINFI/DGD-DP

4. OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LES EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES SECTORIELLES

IV.1. SITUATION D'ENSEMBLE

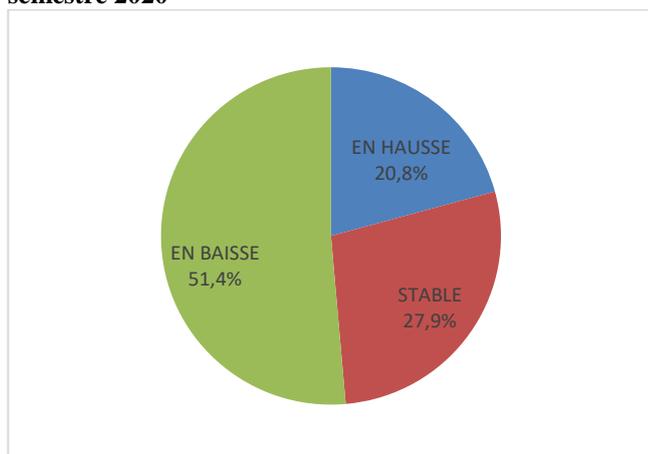
Les résultats ici présentés sont issus de l'enquête de conjoncture réalisée par la CCIMA sur la période d'avril à juin 2021 auprès de 297 entreprises de droit camerounais.

Au second semestre de 2020, le chiffre d'affaires des entreprises a baissé avec un solde d'opinion de 30,6% en lien avec la diminution du niveau des commandes (pour 78,6% des répondants). Aussi, la baisse des prix de vente sur la même période avec un solde d'opinion de 11,1% expliquerait également cette mauvaise performance de la production.

Les conditions d'importation ont été mauvaises au second semestre 2020 avec un solde d'opinions de 36%, pour les 42,5% d'entreprises importatrices interrogées.

Pour 62% des responsables d'entreprises qui exportent, l'activité n'a pas été soutenue. Ces entreprises exportent beaucoup plus vers l'Afrique francophone et l'Europe (selon respectivement 39,6% et 22,3% des chefs d'entreprises exportatrices).

Graphique 13 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur Chiffre d'affaires HT au deuxième semestre 2020

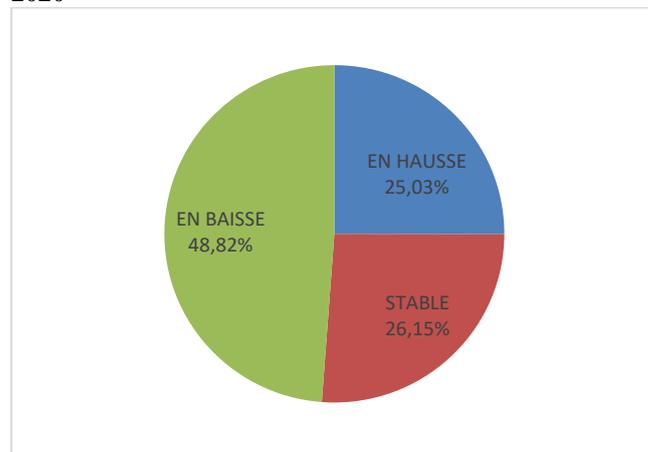


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2_2020

Avec un solde d'opinion de 23,8%, la production a baissé au second semestre 2020. Cette baisse

pourrait s'expliquer en partie par la difficulté à s'approvisionner en intrants (avec un solde d'opinion de 63,4%), par la hausse des salaires (avec un solde d'opinion de 34,7%), la hausse des coûts de l'énergie (solde de 36,6%), les hausses des coûts des principales matières premières approvisionnées sur le marché extérieur (avec un solde d'opinion de 32,3%) et sur le marché local (avec un solde de 23,9%). Le niveau des stocks a diminué avec solde d'opinion de 28,8% sur la même période.

Graphique 14 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur production au deuxième semestre 2020

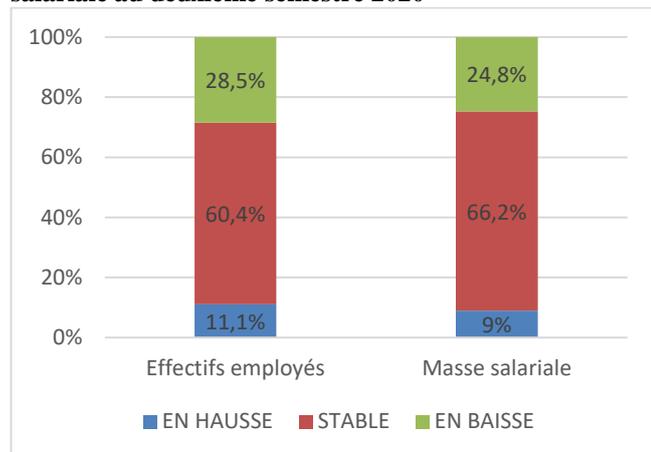


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2_2020

Pour faire face à une augmentation d'activité, les chefs d'entreprises pensent qu'il faut améliorer la productivité (pour 64,4% des répondants), recruter le personnel (25,3% des répondants) ; seuls 10,1% comptent recourir à la sous-traitance.

Le niveau d'embauche aurait baissé au second semestre 2020. Avec un solde d'opinion de 17,3%, les responsables d'entreprises déclarent que leur effectif employé a baissé.

Graphique 15 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des employés et de la masse salariale au deuxième semestre 2020



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2_2020

La masse salariale a globalement baissé avec un solde d'opinion de 15,8%. Toutefois, pour 66,2% des répondants, la masse salariale est restée stable au deuxième semestre de 2020. Seuls 14,9% des chefs d'entreprises déclarent éprouver des difficultés à recruter.

Perspective d'activité et d'emploi pour le premier semestre 2021

Les soldes d'opinions sur l'évolution du chiffre d'affaires, du niveau de commandes et des prix de vente gagneront respectivement 25,2, 6,9 et 12,5 points pour la hausse par rapport au deuxième semestre 2020 pour s'établir à respectivement -5,5%, -19,4% et 1,4%. Aussi, le solde d'opinion sur l'évolution les conditions d'approvisionnements enregistrerait un regain de 36,6 points par rapport au second semestre 2020 et se situerait à -26,8%.

Les chefs d'entreprise sont pessimistes quant au niveau de production au premier semestre 2021.

Pour ce qui est du niveau des stocks envisagé au premier semestre 2021, le solde d'opinion perdrait 16,6 points par rapport au deuxième semestre 2020 pour se situer à 12,2%.

Les chefs d'entreprises envisagent de recruter au premier semestre 2021. En effet, avec un solde d'opinion de 6,4%, la situation serait nettement meilleure que celle du deuxième semestre 2020. Y faisant suite, le solde d'opinion sur l'évolution de la masse salariale gagnerait 36,6 points par rapport à celui du deuxième semestre 2020 et se fixerait à -26,8%.

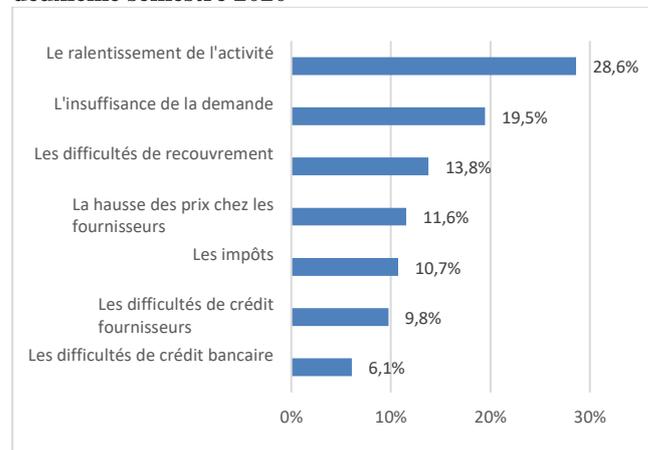
Une situation financière mauvaise ...

Deux tiers des entreprises éprouveraient des difficultés de trésorerie. La situation financière aurait d'ailleurs été mauvaise avec un solde d'opinion de 43,1% au deuxième semestre 2020.

... du fait du ralentissement de l'activité et de l'insuffisance de la demande

Les tensions de trésorerie s'expliqueraient par le ralentissement de l'activité (28,6%), l'insuffisance de la demande (19,5%), les difficultés de recouvrement (13,8%), la hausse des prix chez les fournisseurs (11,6%) et les impôts (10,7%).

Graphique 16 : Charges ayant affecté la trésorerie au deuxième semestre 2020



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2_2020

Investissement

Ils sont 43% des chefs d'entreprises qui affirment n'avoir pas investi au second semestre 2020. Parmi celles qui investissent, si 42,3% déclarent que leurs dépenses d'investissement ont

augmenté, 32,9% estiment par contre que ces dépenses ont diminué.

L'investissement vise généralement à diversifier leurs activités (38%), à accroître les capacités de productions (36%) et à pallier l'obsolescence des équipements (26%).

Les chefs d'entreprises investissent pour la majorité par autofinancement (44,8% des répondants), par crédit bancaire (25,7%) et par crédit fournisseur (16,3%).

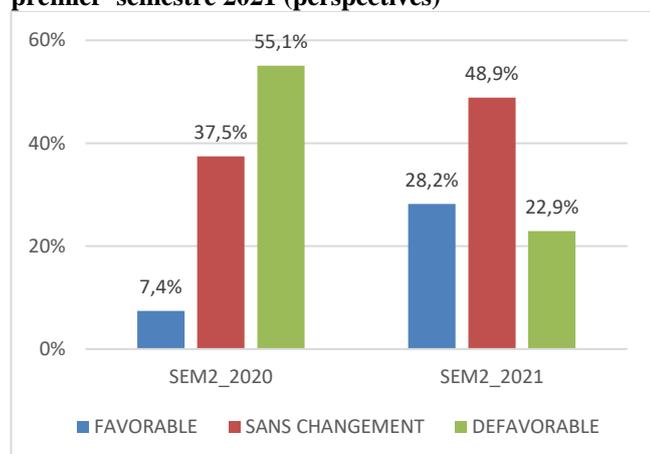
... principalement, du fait des difficultés de financement et du peu de visibilité sur l'avenir

Plusieurs freins ont entravé les investissements au deuxième semestre 2020. Au nombre de ceux-ci, on peut citer les difficultés de financement (pour 62,6% des répondants) et le peu de visibilité sur l'avenir (26,3%).

Climat des affaires

Avec un solde d'opinion de 47,8%, les chefs d'entreprises interviewés ont affirmé que le climat des affaires a été défavorable au deuxième semestre 2020. Par ailleurs, ils entrevoient, avec un solde d'opinion de 5,3%, un climat des affaires globalement meilleur au premier semestre 2021.

Graphique 17 : Perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises au deuxième semestre 2020 et premier semestre 2021 (perspectives)



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2_2020

IV.2. ACTIVITES COMMERCIALES

Activité

Les conditions d'approvisionnement ont été difficiles, avec un solde d'opinion de 60,9%, dans le secteur commerce. Les commerçants affirment, avec un solde d'opinion respectif de 37%, 35,5% et 35,2%, que les coûts de l'énergie, les salaires et les coûts des matières premières approvisionnées sur le marché extérieur ont augmenté.

La production dans le secteur commercial aurait baissé, avec un solde d'opinion de 41,2%. Aussi, les commandes et les prix de vente auraient globalement baissé (soldes d'opinion respectifs de 20,5% et de 3,3%) sur la même période. Le niveau de commande et des prix de vente aurait occasionné une baisse du chiffre d'affaires (solde d'opinion de 37,2%) au deuxième semestre 2020 chez les commerçants malgré que le niveau de stocks ait baissé dans l'ensemble (solde d'opinion de 26,5%).

Pour améliorer la production, les chefs d'entreprises commerciales estiment à 62,9%, qu'il faudrait améliorer la productivité, 24,7% pensent à recruter et 11,9% qui envisagent recourir à la sous-traitance.

Au vu de cette conjoncture morose, les commerçants ont globalement réduit leurs effectifs employés, avec un solde d'opinion de 14,7%, au deuxième semestre 2020. Ce qui aurait occasionné une baisse globale de la masse salariale sur la même période, avec un solde d'opinion de 8,6%. Seuls 11,2% des chefs d'entreprises du secteur commercial éproueraient des difficultés de recrutement et ce, surtout pour les cadres (pour 72,1% des répondants).

Ils sont 48,6% des commerçants qui importent et jugent les conditions d'importation mauvaises, avec un solde d'opinion de 27,5%.

Perspectives d'activité pour le premier semestre 2021

Dans l'ensemble, les dirigeants d'entreprises commerciales ont anticipé une nette amélioration de l'activité au premier semestre 2021. En effet, le solde d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaires gagnerait 47,3 points par rapport au deuxième semestre 2020 pour s'établir à 10%. Celui sur l'évolution du niveau des commandes gagnerait 12,4 points et se situera à -8,1%.

Ces dirigeants prévoient une baisse de production, avec un solde d'opinion de 18,8%.

Ils anticipent également une hausse globale des prix de vente au premier semestre 2021, avec un solde d'opinion de 6,2%.

Malgré ce dynamisme de l'activité envisagé par les commerçants au premier semestre 2021, ils restent modérés concernant les embauches. Les effectifs employés continueront de baisser au premier semestre 2021, avec un solde d'opinion de 4,8%.

Une situation financière mauvaise ...

Dans l'ensemble, 65,6% des commerçants éprouvent des difficultés financières. La trésorerie a été mauvaise, avec un solde d'opinion de 50,9%.

... résultant du ralentissement de l'activité, de l'insuffisance de la demande et des impôts

Cette dégradation de la conjoncture financière résulterait essentiellement du ralentissement de l'activité (32,5%), de l'insuffisance de la demande (17,3%), des impôts (12,2%), des difficultés de recouvrement (9,9%), des difficultés de crédits fournisseur (9,8%), et de la hausse des prix chez les fournisseurs (8,6%).

51,9% des entreprises interrogées ont investi...

Au deuxième semestre 2020, 51,9% des commerçants ont investi. Si 34,9% des commerçants qui investissent estiment que leurs dépenses d'investissement ont augmenté, 31,8% par contre déclarent que celles-ci ont diminué. Pour investir, les chefs d'entreprises commerciales le font par autofinancement (44,7%), par crédit fournisseur (20,1%) et par crédit bancaire (19,6%). Ils investissent généralement pour diversifier leurs activités (46,1%), pour pallier à l'obsolescence des équipements (24,7%) et pour accroître leurs capacités de production (20,1%).

... malgré les difficultés de financement

Plusieurs obstacles ont freiné l'investissement chez les commerçants. On note principalement les difficultés de financement (55,4%), le peu de visibilité sur l'avenir (27,1%) et le fait d'avoir déjà suffisamment investi (16,8%).

Climat des affaires

Avec un solde d'opinion de -44,8%, les commerçants estiment que le climat des affaires leur a été défavorable au deuxième semestre de 2020. Ils entrevoient une situation toujours défavorable au premier semestre de 2021, avec un solde d'opinion de 5,1%.

Tableau 20 : Opinion des chefs d'entreprises commerciales sur l'évolution de leurs activités

	Bilan au 31-12-2020			Perspectives pour le 1 ^{er} Semestre 2021		
	(en %)			(en %)		
Opinions sur	Bon (ne)	stable	Mauvais (e)	Bon (ne)	stable	Mauvais (e)
Conditions d'approvisionnement	1,2	36,7	62,1	3,9	68,3	27,7
Production	21,7	15,5	62,8	17,8	45,6	36,6
Stocks	48,0	30,5	21,5	23,4	60,0	16,6
Prix de vente	19,5	57,7	22,8	24,3	57,6	18,1
Chiffre d'affaires	26,4	9,9	63,7	40,7	28,6	30,7
Bénéfices	11,6	21,8	66,5	43,9	39,9	16,1
Commandes	25,0	29,5	45,5	24,6	42,7	32,7
Emploi	12,0	61,3	26,7	21,5	51,4	26,3
Masse salariale	18,5	71,6	9,9	16,0	63,7	20,3
Délais de paiement	10,1	38,4	51,5	4,4	57,7	37,8
Délais de règlement	14,5	55,8	29,7	11,8	65,1	23,1

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2_2020

IV.3. ACTIVITES INDUSTRIELLES

Conjoncture morose et instabilité de l'emploi

Contrairement à ce qui avait été prédit au premier semestre 2020, la production aurait globalement augmenté au second semestre 2020, selon les chefs d'entreprises industrielles, avec un solde d'opinion de 0,9%. Ceci s'expliquant en partie par la baisse des salaires (solde d'opinion de 41,3%), des coûts de l'énergie (solde d'opinion de 37,1%) et des principales matières premières approvisionnées tant sur local (solde d'opinion de 23,2%) qu'extérieur (solde d'opinion de 22,2%).

Malgré les conditions d'approvisionnement qui aurait été globalement difficiles (solde d'opinion de 71,1%) sur la même période.

Pour augmenter la production, les responsables d'entreprises industrielles estiment, à 57,2%, qu'il faut améliorer la productivité, tandis que 34,4% envisagent de recruter contre seulement 8,4% qui pensent recourir à la sous-traitance.

Le niveau de stocks aurait globalement baissé selon les répondants, avec un solde d'opinion de 15,7%.

Avec un solde d'opinion de 12,5%, le chiffre d'affaires au deuxième semestre 2020 aurait baissé, en lien avec le niveau des commandes inférieur à la normale (solde d'opinion de 42,3%) d'une part, et la baisse des prix de vente (solde d'opinion de 4,5%), d'autre part.

Entrainé par cette conjoncture morose, les effectifs d'employés ont baissé, avec un solde d'opinion de 33,8%. Seuls 25,2% des répondants industriels déclarent éprouver des difficultés de recrutement.

56,3% des répondants du secteur de l'industrie interrogées déclarent importer. Ils estiment que les conditions d'importation ont été mauvaises au deuxième semestre 2020 (solde d'opinion de 48%).

Perspectives d'activités pour le premier semestre 2021 relativement mauvaises

Plusieurs dirigeants du secteur ont anticipé une baisse d'activité au premier semestre 2021. Avec un solde d'opinion de 42,1%, ils anticipent une baisse de la production.

Les perspectives d'embauche au premier semestre de 2021 sont relativement bonnes. Le solde d'opinion sur les effectifs d'employés gagnerait 62 points par rapport au deuxième semestre 2020 pour se situer à 28,2%.

Avec un regain de 10,3 points par rapport au deuxième semestre 2020, le solde d'opinion sur l'évolution des commandes au premier semestre 2021 se fixera à 32% pour la baisse, estiment les répondants du secteur. Aussi, le solde d'opinion sur l'évolution des prix de vente au premier semestre 2021 gagnera 15,1 points par rapport à celui du deuxième semestre 2020 et se fixera à

10,6%. Ce qui induira un net regain de 2,8 points au solde d'opinion sur l'évolution des chiffres d'affaires au premier semestre 2021 par rapport à celui du deuxième semestre 2020, et se situera à 9,7% pour la baisse.

Les conditions d'approvisionnement resteront globalement difficiles sur la période sous-revue selon les répondants (avec un solde d'opinion de 43%).

Une situation financière mauvaise...

Près de 80% des chefs d'entreprises industrielles éprouvent des difficultés financières. Avec un solde d'opinion de 28%, la trésorerie a été mauvaise au second semestre 2020.

... du fait du ralentissement de l'activité, de la hausse des prix chez les fournisseurs et de l'insuffisance de la demande

La mauvaise conjoncture dans le secteur de l'industrie s'explique essentiellement par le ralentissement de l'activité (17,7%), par la hausse des prix chez les fournisseurs (16,6%), par l'insuffisance de la demande (15,1%), par les difficultés de recouvrements (13,4%), par les difficultés de crédit fournisseurs (12,8%) et par les difficultés de crédit bancaire (10%). Aussi, le rallongement des délais de paiement (avec un solde d'opinion de 45%) aurait également contribué à cette situation.

Deux entreprises sur cinq n'ont pas investi...

Au deuxième semestre 2020, 38,2% des chefs d'entreprises industrielles n'ont pas investi. Si 44,7% des répondants qui investissent estiment que leurs dépenses d'investissement ont augmenté, 31,2% par contre déclarent que celles-ci ont baissé. Pour investir, les responsables d'entreprises industrielles le font par autofinancement (pour 41,7% des répondants), par crédit bancaire (pour 31,3% des répondants), par des crédits bail et fournisseur (pour

respectivement 12,9% et 12,1% des répondants). Ils investissent généralement pour accroître leurs capacités de production (pour 46,7% des répondants), pour diversifier leurs activités (pour 31,1% des répondants), et pour pallier à l'obsolescence de leurs équipements (pour 22,1% des répondants).

... du fait des difficultés de financement et du peu de visibilité sur l'avenir

Plusieurs freins à l'investissement ont été dénombrés par les responsables d'entreprises du secteur industriel. Il s'agit essentiellement des difficultés de financement (pour 78,3% des répondants) et du peu de visibilité sur l'avenir (pour 11,9% des répondants).

Climat des affaires

Les chefs d'industries déclarent avec un solde d'opinion de -53,6% que le climat des affaires a été favorable au deuxième semestre 2020. Cependant, ils anticipent une nette amélioration au premier semestre 2021, avec un solde d'opinion qui gagnera 59,1 points par rapport au deuxième semestre 2020 pour s'établir à 5,5%.

Tableau 21 : Opinion des chefs d'entreprises industrielles sur l'évolution de leurs activités

	Bilan au 31-12-2020			Perspectives pour le 1 ^{er} Semestre 2021		
	(en %)			(en %)		
Opinions sur	Bon (ne)	stable	Mauvais (e)	Bon (ne)	stable	Mauvais (e)
Conditions d'approvisionnement		28,9	71,1	6,8	43,4	49,8
Production	35,7	29,5	34,8	26,1	5,7	68,2
Stocks	43,9	28,0	28,1	34,1	42,8	23,1
Prix de vente	11,9	71,8	16,3	30,3	50,0	19,7
Chiffre d'affaires	24,1	39,2	36,7	23,5	43,3	33,2
Bénéfices	17,5	34,8	47,7	20,2	45,7	34,0
Commandes	15,1	27,6	57,4	18,3	31,4	50,3
Emploi	10,7	44,2	44,5	30,9	65,6	2,8
Masse salariale	33,6	53,1	13,3	7,3	62,2	30,5
Délais de paiement	8,0	38,9	53,1	10,0	65,1	24,9
Délais de règlement	8,0	65,7	26,3	15,5	66,8	17,7

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2_2020

IV.4. ACTIVITES DES SERVICES

Relâchement de l'activité

Les conditions d'approvisionnement ont été difficiles au deuxième semestre 2020 avec un solde d'opinion de -59,6%. Les chefs d'entreprises des services affirment également que les coûts des matières premières approvisionnées tant sur le marché extérieur (avec un solde d'opinion de 40,2%) que sur le marché local (avec un solde d'opinion de 37,6%), de énergie (avec un solde d'opinion de 35,2%) et les salaires (avec un solde d'opinion de 24,7%) ont augmenté.

L'une des séquelles est que, au deuxième semestre 2020, la production se serait dégradée avec un solde d'opinion de -22,5% comme l'affirment les répondants du secteur des services. Le niveau des stocks a globalement baissé avec un solde d'opinion de 55,9% sur la même période.

Pour améliorer la production, les responsables d'entreprises du secteur des services, pensent à 76,6% qu'il faut améliorer la productivité contre 13,4% qui estiment qu'il faut recruter et environ 10% qui songent à recourir à la sous-traitance.

Au deuxième semestre 2020, le chiffre d'affaires dans le secteur des services aurait baissé avec un solde d'opinion de -33,4%. Cette baisse globale du chiffre d'affaires s'expliquerait selon les responsables du secteur des services par la baisse du niveau des commandes (avec un solde d'opinion de -19,6%) d'une part et par la baisse observée des prix de vente (avec un solde d'opinion de -31,4%) d'autre part.

Malgré ce relâchement de l'activité, les embauches se stabiliseraient pour 76,7% des répondants du secteur des services. Seuls 8,9% des dirigeants du secteur des services déclarent

éprouver des difficultés de recrutement et ce, surtout pour les non-cadres (78,1%).

Perspectives d'activités pour le premier semestre 2021

Les dirigeants du secteur des services prédisent une situation quasiment similaire à celle du deuxième semestre 2020. Au premier semestre 2021, la production et les stocks continueront de baisser avec des soldes d'opinion respectifs de -17% et 32,3% au premier semestre 2021.

Selon les répondants, les conditions d'approvisionnement au premier semestre 2021 resteront globalement difficiles avec un solde d'opinions de -15,3%.

Par ailleurs, les responsables du secteur des services envisagent une amélioration du chiffre d'affaires au premier semestre 2021 (solde d'opinion de 7,9%), malgré qu'ils anticipent une baisse globale du niveau de commandes et des prix de vente avec respectivement des soldes d'opinion de -33,2% et -16,8% sur la même période.

Entraînés par cette conjoncture pessimiste, les responsables d'entreprises du secteur des services envisagent de réduire leurs masses salariales avec un solde d'opinion de 11%, bien que les perspectives d'embauche soient quant à elles relativement bonnes (solde d'opinion de 4,9%).

Une situation financière sévère ...

Environ trois quarts des entreprises des services rencontrées éprouvent des difficultés financières. Avec un solde d'opinions de -42%, la situation financière a été mauvaise au deuxième semestre 2020.

... du fait de l'insuffisance de la demande, du ralentissement de l'activité et des difficultés de recouvrement

Les tensions de trésorerie s'expliquent essentiellement par l'insuffisance de la demande (pour 25% des répondants), par le ralentissement de l'activité (pour 24% des répondants), par les difficultés de recouvrement (pour 21% des répondants), et par la hausse des prix chez les fournisseurs (pour 10,6% des répondants).

Malgré les difficultés de financement

Plusieurs freins ont entravé l'investissement dans le secteur des services sur la période sous-revue. Il s'agit essentiellement des difficultés de financement (pour 60,2% des répondants) et du peu de visibilité sur l'avenir (pour 36,1% des répondants).

... les acteurs du secteur des services ont investi

61,3% des entreprises des services ont investi au deuxième semestre 2020. Avec un solde d'opinion de 17,2%, les dépenses d'investissement ont augmenté au deuxième semestre de 2020. Pour investir, les répondants le font pour la plupart par autofinancement (pour 46,1% des répondants) et par crédit bancaire (pour 32,8% des répondants). Ils investissent généralement pour accroître les capacités de production (pour 42,3% de répondants), pour palier à l'obsolescence de leurs équipements (29,2%) et pour diversifier leurs activités (28,5%).

Climat des affaires

Les chefs d'entreprises des services déclarent avec un solde d'opinion de 46,5% que le climat des affaires a été défavorable au deuxième semestre 2020. Ils anticipent néanmoins une situation plus favorable au premier semestre 2021 (solde d'opinion de 27,4%).

Tableau 22 : Opinion des chefs d'entreprises des services sur l'évolution de leurs activités

	Bilan au 31-12-2020			Perspectives pour le 1 ^{er} Semestre 2021		
	(en %)			(en %)		
Opinions sur	Bon (ne)	stable	Mauvais(e)	Bon (ne)	stable	Mauvais (e)
Conditions d'approvisionnement	2,2	36,1	61,7	19,2	46,3	34,5
Production	18,6	40,3	41,1	8,7	65,7	25,7
Stocks	60,1	35,7	4,2	36,6	59,2	4,2
Prix de vente	11,8	45,0	43,2	17,1	49,0	33,9
Chiffre d'affaires	6,1	54,3	39,6	33,1	41,7	25,2
Bénéfices	25,7	27,3	47,0	22,7	52,9	24,4
Commandes	24,5	31,4	44,1	11,5	43,9	44,7
Emploi	10,2	76,7	14,0	13,1	78,7	8,2
Masse salariale	27,1	69,8	3,2	11,7	87,5	0,7
Délais de paiement	7,4	39,1	53,5	7,6	45,6	46,8
Délais de règlement	17,4	50,0	32,6	17,5	61,7	20,8

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2_2020

IV.5. ACTIVITES DANS L'ARTISANAT

Fléchissement de l'activité

Les artisans estiment que la production a baissé au second semestre 2020, avec un solde d'opinion de 46,7%. Pour accroître le niveau de production, les répondants artisans estiment à 66,4% qu'il faut améliorer la productivité contre 31,2% qui pensent qu'il leur faudra recruter.

Le niveau des stocks a globalement baissé selon eux, avec un solde d'opinion de 20%.

Les conditions d'approvisionnement ont été difficiles (avec un solde d'opinion de 67%) sur la période sous-revue.

Les coûts de l'énergie et des matières premières approvisionnées sur le marché extérieur auraient été en hausse au deuxième semestre 2020, avec un solde d'opinion respectif de 35,5% et 28,9%.

Malgré ce fléchissement de l'activité, les embauches ont été dynamiques. En effet, les effectifs employés auraient augmenté au deuxième semestre 2020 avec un solde d'opinion de 48,8%. Contrairement à ce qui serait attendu, la masse salariale aurait baissé (solde d'opinion de 57,6%) sur la même période.

Dans l'ensemble, 68% des artisans éprouveraient des difficultés pour recruter et surtout les non-cadres (96,5%).

Avec un solde d'opinion de 71,6%, les dirigeants d'entreprises artisanales estiment que leurs chiffres d'affaires ont baissé au second semestre 2020, en partie du fait de la baisse du niveau des commandes d'une part (avec un solde d'opinion de 82,1%), et de la baisse globale des prix de vente (avec un solde d'opinion de 30,6%) sur la même période.

Perspectives d'activité pour le premier semestre 2021

Plusieurs dirigeants d'entreprises du secteur artisanal ont anticipé une nette amélioration de l'activité au premier semestre de 2021.

Les soldes d'opinion sur l'évolution des conditions d'approvisionnement et du niveau de commande gagneraient respectivement 68,2 et 32,6 points par rapport au deuxième semestre 2020 pour se fixer à 1,2% et -49,5% respectivement. Ce qui entraînera en partie un regain de 34,5 points et 32,9 points sur les soldes d'opinion respectifs de l'évolution des prix de vente et du chiffre d'affaires ; bien que la production continuera de baisser, avec un solde d'opinion qui perdra 4,2 points par rapport à celui du deuxième semestre 2020 et s'établira à -50,9% au premier semestre de 2021.

Par contre, les embauches ne suivront pas cette dynamique, avec une perte de 3,5 points sur son solde d'opinion et se fixera à 3,5% pour la baisse.

Une situation financière pessimiste...

Plus de 42% des entreprises artisanales éprouveraient des difficultés financières au deuxième semestre 2020. La trésorerie a été mauvaise avec un solde d'opinion de 58,1%.

... résultant du ralentissement de l'activité et de l'insuffisance de la demande

Cette conjoncture pessimiste s'explique essentiellement par le ralentissement de l'activité (34,9%), par l'insuffisance de la demande (25,2%) et par le coût élevé des impôts (pour 12,4% des répondants).

L'investissement préoccupe les artisans...

Pour investir, les dirigeants de ce secteur le font par autofinancement (41,2% des répondants), par des tontines (28,3%) et par crédit bancaire (19,4%). Ils investissent généralement pour diversifier leurs activités (pour 47,2% des répondants), pour accroître leur capacité de production (30,1%) et pour pallier à l'obsolescence de leurs équipements (22,8%). 42,3% des chefs d'entreprises du secteur de l'artisanat n'a pas investi au deuxième semestre 2020. Pour ceux qui l'ont fait, si 15,1% estiment que leurs dépenses d'investissement ont augmenté, 50,5% par contre déclarent que ces dépenses ont diminué.

... malgré les difficultés de financement

Plusieurs freins ont été dénoncés par les dirigeants du secteur de l'artisanat. Il s'agit essentiellement des difficultés de financement (63,7%) et du peu de visibilité sur l'avenir (24,1%).

Un climat des affaires aride

Avec un solde d'opinion de -67,6%, le climat des affaires dans le secteur de l'artisanat aurait été défavorable au second semestre 2020. Les responsables du secteur anticipent une situation

similaire au premier semestre 2021 (avec un solde d'opinion de -12,4%).

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2_2020

Tableau 23 : Opinion des artisans sur l'évolution de leurs activités

	Bilan au 31-12-2020			Perspectives pour le 1 ^{er} Semestre 2021		
	(en %)			(en %)		
Opinions sur	Bon (ne)	stable	Mauvais(e)	Bon (ne)	stable	Mauvais (e)
Conditions d'approvisionnement	2,3	28,4	69,3	16,1	69,1	14,9
Production	8,7	35,9	55,4	5,3	38,5	56,2
Stocks	53,9	12,2	33,9	40,7	36,0	23,3
Prix de vente	19,6	30,2	50,2	19,6	64,7	15,7
Chiffre d'affaires	5,4	17,7	76,9	10,8	39,8	49,4
Bénéfices		14,1	85,9	26,4	31,8	41,8
Commandes		17,9	82,1	8,5	33,5	58,0
Emploi	49,6	49,6	,8	16,4	62,8	19,9
Masse salariale	58,4	40,7	,8	39,8	51,4	8,8
Délais de paiement		11,5	88,5	9,6	33,0	57,4
Délais de règlement	56,4	25,9	17,8	54,0	43,2	2,8

En guise de conclusion

Globalement, l'activité au deuxième semestre 2020 n'a pas été bonne. Le climat des affaires a été défavorable dans l'ensemble pour les acteurs des différents secteurs, et les opérateurs économiques anticipent une situation similaire au premier semestre 2021. Aussi, les embauches n'ont pas été très dynamiques. Les chiffres d'affaires ont globalement baissé. La plupart des chefs d'entreprises jugent les conditions financières de difficiles. Les tensions de trésorerie sont généralement imputables au ralentissement de l'activité, à l'insuffisance de la demande et à la hausse des prix chez les fournisseurs.



NOTE DE CONJONCTURE

Contacts :

Direction des Etudes et de l'Information Economique
Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du
Cameroun

B.P. 4011 Douala
Tél : 233 42 67 87/ 233 42 98 81
Fax : 233 42 55 96 Email : siege@ccima.cm / deie.ccima@yahoo.com
Site Web: www.ccima.cm